bimensuel
n° 29
25 MAI 1978
5 f.f 35 f.b 3 f.s

iNPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

68

E. Mandel

Eléments pour un bilan

D. Bensaid

Actualité de la révolution

78

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement UN an 25 numéros

TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada : 30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la rédaction
Versement : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à « Inprecor ».

Découper ce bulletin et le retourner à *Inprecor* accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
PAYS .....

Sommaire

page 3 — 1968-1978
Dix ans après mai 68 : Eléments pour un bilan
Ernest Mandel

page 9 — FEMMES
Premières voix du mouvement féministe
Jacqueline Heinen

page 13 — MEXIQUE
Août 1968 : La lutte des étudiants
Ricardo Ochoa

page 17 — FRANCE
Actualité de la révolution
Interview de Daniel Bensaid
(membre du Bureau politique de la LCR)

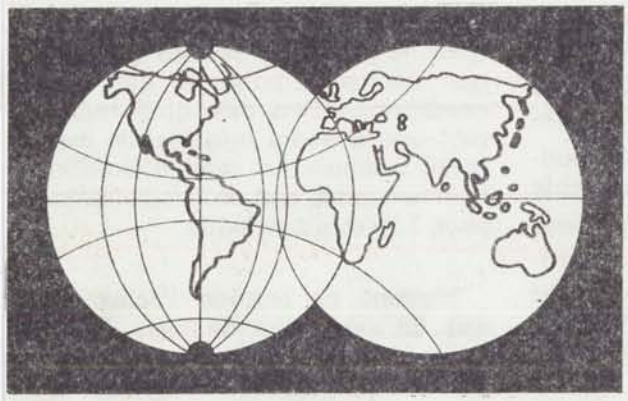
page 23 — ITALIE
Le mouvement étudiant ne peut pas mourir
A.Cajelli, C.Zavattero, F.Ranghino, G.Cessario

page 27 — DOCUMENT
«Vive les barricades de Paris!»
Une déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale écrite le 20 mai 1968

page 29 — DOCUMENT
Il faut construire un nouveau parti
Article de Trotsky du 15 juillet 1933
(extrait des Oeuvres 1933-1940, à paraître prochainement)

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Dix ans après mai 68 : Eléments pour un bilan

La crise révolutionnaire n'a pas débouché sur une situation révolutionnaire. Le pouvoir bourgeois a été momentanément paralysé mais pas désintégré au point d'être incapable de reprendre l'initiative.

Ernest MANDEL

Mai 68 a eu la portée historique de remettre la révolution socialiste à l'ordre du jour en Europe occidentale. La grève générale de dix millions de travailleurs français occupant leurs usines, paralysant toute la vie sociale, y compris l'Etat, balayait d'un grand geste toute l'idéologie des faux prophètes selon lesquels la classe ouvrière des pays impérialistes était intégrée dans la société de consommation et si profondément stratifiée, divisée et dépolitisée qu'elle serait incapable de se dresser en tant que classe contre l'ordre bourgeois.

1

Mai 68 révélait, comme dans un éclair, la profondeur de la crise structurelle qui ébranle toutes les relations sociales bourgeoises

Or, en pleine période d'expansion économique, alors qu'il n'y avait ni chômage massif ni baisse des revenus réels des travailleurs, ceux-ci ont « contesté » le capitalisme comme jamais auparavant dans l'histoire de la France. Leur force, leur unité dans l'action, leur élan, ont, pour la première fois, groupé autour d'eux non seulement la majorité des techniciens, mais encore la Fonction publique, une partie des « classes moyennes en voie de prolétarisation », voire des professions « libérales » comme les médecins, dont l'attitude politique réactionnaire était jadis proverbiale.

Mai 68 révélait ainsi, comme dans un éclair, la profondeur de la crise structurelle qui ébranle toutes les relations sociales bourgeoises. Le fait que la jeunesse radicalisée ait pu jouer un rôle de détonateur; le fait que de nombreuses couches laborieuses n'appartenant pas aux « manuels » proprement dits aient participé au mouvement est significatif à ce propos. Mais il ne faut pas en tirer des conclusions erronées, comme l'a fait Daniel Cohn-Bendit. C'est la force, socialement centripète du prolétariat occidental d'aujourd'hui qui a ainsi été confirmée par mai 68, force infiniment supérieure à celle du prolétariat russe de 1917, du prolétariat allemand de 1918 ou du prolétariat espagnol de 1936.

Mai 68 n'est pas resté une hirondelle isolée. Il fut suivi du « mai rampant » en Italie en 1969, puis d'une nouvelle explosion sociale en Italie en 1975-76; du processus révolutionnaire portugais de 1974-75; de la formidable montée des luttes ouvrières et de luttes de masse en Espagne, des manifestations contre le procès de Burgos jusqu'au « record mondial des grèves » pendant le premier semestre de 1976. La société bourgeoise de l'Europe du sud-ouest n'a plus retrouvé son équilibre relatif d'avant mai 68. Malgré les apparences, elle n'est pas sur le point de le retrouver de sitôt. Le changement de climat économique, le calvaire d'une longue période à tonalité dépressive, dans laquelle elle s'enfonce, ne contribuent pas à pareille restabilisation.

2

Mai 68, c'est le sommet de la spontanéité ouvrière depuis l'été 1936 dans l'Espagne républicaine. Car mai 68 n'a pas été voulu - pour ne pas dire prévu et préparé - par les appareils bureaucratiques traditionnels qui contrôlent encore le mouvement ouvrier organisé. Ils ont été mortellement effrayés par l'explosion, presqu'au même titre que la classe bourgeoise. Ils ont fait l'impossible pour que la situation redevienne normale. Ils ont de ce fait confirmé, une fois de plus, leur rôle objectivement contre-révolutionnaire au cours de crises révolutionnaires.

Mais ils n'ont pu agir de la sorte, de manière passablement cynique, qu'en payant un prix fort lourd pour leur trahison. Avant mai 68, l'implantation des révolutionnaires dans les entreprises et les syndicats était faible et éparse. C'est d'ailleurs un des facteurs principaux qui exquent le piétinement de la grève générale, une fois acquise l'occupation des entreprises. Depuis mai 68,

la couche de la classe ouvrière française qui se méfie mi-instinctivement, mi-consciemment de la bureaucratisation du PC et du PS s'est considérablement accrue. Le nombre d'entreprises et de syndicats où agissent des noyaux révolutionnaires couvre l'essentiel de l'industrie et du secteur public. Le fait qu'un million de voix se soient portées en mars 1978 sur des listes qui se situaient nettement à gauche de celles du PC et du PS, et que ces voix se rencontrent dans leur grande majorité dans des zones et des quartiers ouvriers souligne l'ampleur de cette prise de conscience. C'est encore une minorité, sans aucun doute, mais c'eût été inconcevable avant mai 68. Des signes indiquent qu'un phénomène analogue se produit en Italie, en Espagne, au Portugal, voire dans plusieurs pays relativement plus stables d'Europe capitaliste.

Si mai 68 a porté la spontanéité ouvrière à un point jusqu'alors inconnu, il a aussi démontré les limites de cette spontanéité

Cependant, si mai 68 a porté la spontanéité ouvrière à un point jusqu'alors inconnu, il a aussi démontré les limites de cette spontanéité. Par lui-même, sans expérience révolutionnaire préalable et surtout sans direction révolutionnaire ayant acquis une véritable autorité au sein des larges masses, le prolétariat français n'a pas su franchir un double seuil en mai 68. Il n'a pas réussi à faire surgir dans les entreprises et les bureaux occupés un nombre suffisant de comités de grève élus qui, en se fédérant, et en se centralisant, commencent à contester le pouvoir chancelant de l'Etat bourgeois par un embryon de contre-pouvoir ouvrier. Il n'a pas réussi non plus à forger un projet de débouché politique à la crise, acceptable ou même crédible aux yeux de la majorité des masses laborieuses.

Les deux faiblesses principales de mai 68 ne sont pas fatalement reliées l'une à l'autre. Théoriquement, il est concevable que les masses créent spontanément des comités comme embryons d'un nouveau pouvoir d'Etat - même en l'absence d'un projet politique d'ensemble cohérent. Ce fut notamment le cas en Catalogne en juillet 1936 et dans d'autres régions de l'Espagne républicaine. A l'inverse, il est théoriquement concevable qu'un projet de gouvernement des travailleurs, composé de toutes les organisations ouvrières, voit le jour sans qu'existe préalablement une structure de type soviétique, ni une majorité ouvrière au Parlement. Ce fut le cas en Allemagne, au lendemain immédiat de la grève générale victorieuse contre le putsch réactionnaire de Von Kapp en 1920.

Mais le fait est qu'en mai 68, ni l'une ni l'autre de ces faiblesses vitales du mouvement n'ont pu être surmontées spontanément. C'est ce qui explique que la crise révolutionnaire n'ait pas débouché sur une situation révolutionnaire. Le pouvoir bourgeois a été momentanément paralysé, mais pas désintégré au point d'être incapable de reprendre l'initiative. Dès lors, le reflux du mouvement de masse devint inévitable après un certain piétinement. Avec la complicité surtout des dirigeants du PCF et de la CGT, de Gaulle a pu mettre fin à la contestation explosive de toute la structure sociale à l'aide du simple expédient des élections législatives.

Depuis dix ans, c'est devenu un lieu commun d'affirmer que mai 68 devait échouer faute de débouchés politiques. Dans son rapport devant le Comité central du PCF d'avril 1978, Georges Marchais répète cette constatation en lui donnant cependant un sens extrêmement restrictif : c'est l'absence « d'Union de la gauche », c'est l'absence d'une alliance électorale de ce type aux élections de juin 1968, qu'il identifie avec ce manque de débouché politique. (*l'Humanité* du 28 avril 1978). Mais à part le fait que les grévistes ne réclamèrent guère des élections et qu'il n'est point démontré qu'ils les auraient réclamées s'il y avait eu l'équivalent de l'« Union de la gauche », Marchais passe un peu vite sur l'acceptation par le PCF de l'issue d'élections parlementaires, alors qu'il n'y avait ni accord PC-PS, ni même accord impliquant, outre les partis ouvriers, les formations bourgeoises. C'est dire qu'il reconnaît après coup que les élections ne pouvaient être un quelconque débouché politique dans ces conditions. C'est dire qu'il reconnaît que le souci principal de l'appareil stalinien fut celui **d'étouffer le mouvement**, non de le faire triompher. L'aveu est de taille.

Mettant en relation l'échec de mai 68 avec celui de mars 1978, Edmond Maire, dirigeant du syndicat CFDT, affirme : « *La grande leçon de ces dix dernières années pour tout le mouvement ouvrier de notre pays,... c'est que nous sommes passés de la mobilisation sociale en mai 1968, sans alternative politique, à l'autre extrême : tout pour le changement politique, tout par les élections, sans mobilisation sociale; cela, c'est mars 1978* » (*Le Monde*, 25 avril 1978). Le parallèle est effectivement frappant. Mais Edmond Maire ne partage-t-il pas la responsabilité de ceux qui ont délibérément freiné la « mobilisation sociale » contre le plan Barre, sous prétexte de ne pas effrayer les électeurs « marginaux » ? En définitive, les fameux « électeurs marginaux » ont quand même voté pour les partis bourgeois en mars 1978, alors que plusieurs millions d'électeurs de ces mêmes partis bourgeois restent des travailleurs, qui auraient pu être gagnés à voter pour le mouvement ouvrier organisé, si on les avait entraînés préalablement dans un vaste mouvement unitaire pour la défense de leurs intérêts immédiats. **La stratégie purement et bassement électoraliste s'est avérée non payante, même du point de vue purement électoral.** Mais surtout, à la base de cette stratégie, se trouve une conception de la « politique » qui est le fondement même du réformisme, et qu'Edmond Maire est loin de récuser globalement, même s'il semble la critiquer modérément, « sur les bords ».

Le changement politique, l'alternative politique, sont identifiés facilement avec les perspectives et activités électorales et parlementaires, auxquelles Edmond Maire reproche tout au plus d'éviter la « conjonction dans l'autonomie » avec les luttes sociales des travailleurs. Or, s'il y a une leçon à tirer de mai 68, comme d'ailleurs de toutes les crises révolutionnaires qui se sont déroulées dans les pays industrialisés au

XXe siècle, comme encore la crise révolutionnaire portugaise de 1975-76 - bien que le Portugal fût le moins industrialisé des pays impérialistes ! - c'est bien que ces immenses explosions et mobilisations «sociales» ont eu une dimension et un impact directement politiques. Une grève générale ne «conteste» pas le pouvoir de chaque patron pris séparément, ni celui de la somme de tous les patrons. Elle «conteste» le pouvoir de la bourgeoisie **en tant que classe**. Cette vérité élémentaire, qui se trouve déjà dans le *Manifeste communiste* est aujourd'hui allègrement oubliée par les réformistes de toutes variantes. Les dirigeants du PCF sont coutumiers du fait, de Waldeck Rochet à Georges Marchais, en passant par Séguy. Mais Edmond Maire n'échappe pas non plus à la règle.

A partir du moment où l'on ne **réduit** pas la «politique» à l'activité électorale et parlementaire - ce qui ne signifie pas qu'il faille dédaigner ou sous-estimer ces activités -, on comprend qu'à travers ses organes d'auto-organisation, ses formes multiples de mobilisation, le foisonnement d'activités de démocratie et de contrôle **à la base**, la masse des travailleurs peut «faire de la politique» et découvrir des «débouchés politiques» bien plus facilement et efficacement parce que **collectivement**, que par l'activité électorale ou préparatoire aux élections, où elle n'entre généralement que de façon fragmentée sinon atomisée.

On comprend dès lors que toute l'évolution qui va de 1972 (le véritable «après-mai 68») à mars 1978 n'est point due au hasard, mais suit une logique implacable. **L'Union de la gauche** a été conçue comme un exutoire politique en vue **d'éviter** un nouveau mai 68. Ce fut une **manœuvre préventive** pour réorienter vers des canaux réformistes, de collaboration de classe, sur la base d'un programme compatible avec le maintien du régime capitaliste - même s'il ne plaît pas à de vastes secteurs de la bourgeoise - l'immense potentiel anticapitaliste accumulé par mai 68 dans de larges couches de la classe ouvrière française.

La bourgeoisie et les appareils réformistes craignent d'autant plus un nouveau mai 68 qu'ils pressentent, non sans raison, que lors de la prochaine explosion, l'auto-organisation des travailleurs fera un formidable bond en avant, et par rapport à mai 68, et par rapport à juin 36. Le cheminement, au sein du mouvement syndical, de l'idée des comités de grève élus, la présence de noyaux de révolutionnaires au sein de pratiquement toutes les entreprises importantes, la modification des rapports de forces entre la bureaucratie et l'avant-garde ouvrière large, les retombées mêmes de l'idée d'autogestion, tant au PS qu'à la CGT et au PCF, laissent prévoir ce tournant.

Il n'est donc pas fortuit que, quelle que soit la démagogie sur l'autogestion et les comités élus d'ateliers, les appareils du PS et du PCF, de la CFDT et de la CGT - sans même parler de ceux de FO ! - se soient soigneusement gardés d'organiser l'Union de la gauche à la base; qu'ils se soient soigneusement gardés d'entraîner la masse de leurs adhérents à une activité politique mobilisatrice; pour ne pas dire à une détermination du contenu du programme commun; que l'Union de la gauche ne fût jamais rien d'autre qu'un cartel d'appareils au sommet; qu'on n'ait jamais esquissé un effort pour structurer la fameuse «dynamique unitaire» et qu'il eût dès lors suffi de quelques sordides sautes d'humeur au sein de ce cartel d'appareils pour que toute la dynamique s'arrête, se détraque, se casse. C'est là, et dans le refus de mobiliser les travailleurs contre le plan Barre, pour la défense de leurs propres intérêts immédiats, qu'il faut chercher les causes profondes de l'échec de mars 1978. Car, **de ce fait**, le résultat de ces élections restait effectivement à la merci des changements d'intention de vote de trois ou quatre cent mille électeurs. Avec une autre conception de la politique, avec une conception de politique de classe, **d'unité d'action** et d'organisation unitaire de toute la classe, le résultat eût été bien différent.

3

«Métro-boulot-dodo»

Mai 68 a été un immense espoir. Pour beaucoup de ses participants et protagonistes, ce fut, à moyen terme, un espoir déçu. L'audace même de mai 68 qui en fit le révélateur saisissant des possibilités historiques qu'ouvrirait dans les pays industrialisés un renversement du régime capitaliste, devint une source de frustration, de désarroi politique et idéologique, de démoralisation.

Il y a un aspect «existentiel» à ce phénomène auquel on ne peut pas rester insensible si on conserve des tripes et un cœur, irremplaçables par un quelconque «ordinateur-ès-science-révolutionnaire».

Les jeunes étudiants et ouvriers - nous insistons sur le fait que le phénomène ne fut et ne s'est point limité au milieu étudiant ! - qui ont joué le rôle de détonateur de mai 68 voulaient *«tout, et tout de suite»*. Ce sont des élans similaires qui ont alimenté toutes les grandes révolutions du passé. Il en ira de même pour celles de l'avenir.

Récuser ou mépriser de tels élans comme «anarchistes» ou irréfléchis, au nom du «réalisme politique», c'est refuser de s'engager sur les barricades, c'est se ranger du côté des éternels Plékhanov avec leur *«il n'aurait pas fallu prendre les armes»*. C'est refuser de suivre Marx vers la Commune de Paris, Lénine vers les soviets russes. C'est démontrer qu'on n'est pas fondamentalement révolutionnaire, malgré tous les grands serments littéraires ou verbaux, et surtout démontrer qu'on ne comprend pas ce que c'est qu'une révolution.

Mais lorsque le reflux a suivi le flux, lorsqu'il devient évident que la victoire de la révolution, voire qu'un nouveau mai 68, n'étaient pas pour demain, beaucoup de participants de mai 68 ont refusé d'accepter la «normalisation» à laquelle la classe ouvrière **est condamnée** dans son immense majorité et que l'esprit parisien, avec son don génial de la synthèse, a résumé dans la formule : «métro, boulot, dodo».

La «fuite en avant» peut prendre les formes les plus diverses : sombrer dans la «sous-culture» et la marginalisation; se retirer vers les villages du Massif central, rechercher une «pratique professionnelle compatible avec les conditions révolutionnaires», voire, plus vulgairement, «vivre sa vie plutôt que militer».

Tous ces «malades de mai 68» abandonnent le combat pour une solution collective en faveur de la recherche d'une solution individuelle (dont ils savent bien, dans leur for intérieur, que la masse des salariés prolétaires ne suivra pas l'exemple). Il s'agit d'un véritable phénomène de régression de la conscience, même s'il est quelquefois camouflé par un discours politique ultra-radical. Il s'agit, en fait, d'un abandon du militantisme et de l'activité anticapitaliste. Pour le régime, 10000 paysans-artisans-autoconsommateurs, pour ne pas dire 10000 enseignants d'extrême-gauche non-organisés, sont infiniment moins dangereux que 10000 militants d'une organisation révolutionnaire.

Ce phénomène a toujours accompagné les phases de recul conjoncturel du flux révolutionnaire. Nous le retrouvons après la révolution de 1905 en Russie, après 1923 en Allemagne, pour ne pas dire après la défaite sanglante de la Commune de Paris en France. Il fut d'autant plus prononcé après 1968 dans les pays où une forte montée des luttes ouvrières ne prit pas le relai du mouvement étudiant déclinant. Aux USA et en RFA - et partiellement au Japon -, la reprivatisation, la résignation, voire la dégénérescence politique des combattants de 1968, furent beaucoup plus rapides et plus nettes qu'en France, en Italie ou en Grande-Bretagne.

Vu le niveau d'expérience et de conscience des larges masses, ce débordement ne pouvait encore être que ponctuel

Mais il y a un aspect plus directement politique du phénomène qui mérite d'être particulièrement souligné. Mai 68, c'est le débordement massif des appareils bureaucratiques par les masses, les masses jeunes d'abord, les masses ouvrières ensuite. Mais vu le niveau d'expérience et de conscience des larges masses, ce débordement ne pouvait encore être que ponctuel. Même si des conseils ouvriers avaient émergé en mai 68, le PCF et le PS y auraient compté au début la grande majorité des élus. (Il est vrai qu'une véritable situation de dualité de pouvoir eût créé les conditions idéales pour que cette majorité s'effrite, pourvu qu'il y eût un parti révolutionnaire déjà suffisamment puissant et suivant une orientation politique correcte).

Dès lors, la période ouverte par mai 68 non seulement en France, mais dans toute l'Europe du sud-ouest, en Grande-Bretagne et ailleurs est placée sous le double signe du renforcement numérique des révolutionnaires d'une part, ce qui marque un début de recomposition du mouvement ouvrier, et du maintien de l'hégémonie réformiste sur le mouvement ouvrier organisé d'autre part, ce qui marque la capacité relativement intacte des appareils traditionnels à «récupérer» le potentiel combatif des masses et à le réorienter vers des voies compatibles avec le maintien du régime capitaliste. Les opérations «Union de la gauche» en France, «compromis historique» en Italie, «pacte de la Moncloa» en Espagne, symbolisent cette capacité.

Il en découle que les révolutionnaires de «l'après-mai 68» sont confrontés avec une tâche de longue durée, moins exaltante que les barricades, les occupations d'usines ou l'élection de comités de grève, mais dont la solution, ne fût-elle que partielle, conditionne le succès des futurs mai 68 : le combat permanent pour influencer les masses encore dominées et fourvoyées par les appareils bureaucratiques, pour grignoter, refouler et finalement briser - ce qui ne se produira vraisemblablement qu'au cours d'une situation révolutionnaire - la prédominance que ces appareils exercent encore au sein des larges masses.

Cela donne une importance particulière à la politique systématique, obstinée, d'unité d'action, de propagande pour le front unique ouvrier, pour un gouvernement PC-PS, relié à des initiatives unitaires ponctuelles dans et pour l'action, et une agitation autour de slogans unitaires immédiats à des moments précis, lorsque ceux-là deviennent brusquement crédibles et mobilisateurs pour de larges masses.

Il n'y a aucune contradition entre l'application de cette politique léniniste du front unique et l'effort pour réaliser des sauts en avant qualitatifs dans la construction du parti et de l'Internationale révolutionnaire, efforts qui passent inévitablement par des expériences successives d'unité (de regroupement) des révolutionnaires sur une base programmatique et d'orientation politique générale claire et correcte. Nous sommes profondément convaincus que la question des rapports de force entre l'organisation révolutionnaire et les organisations réformistes joue un rôle important dans le maintien de l'hégémonie réformiste sur le mouvement ouvrier. Pour les masses, leurs organisations sont des instruments dans la lutte de classe. Elles préfèrent un couteau habituel, même émoussé, à pas de couteau du tout, ou à un couteau microscopique, avec lequel on ne «couperait» que des miettes et non un pain normal. Créer une organisation révolutionnaire suffisamment puissante pour servir de pôle d'attraction aux milliers de travailleurs dégoûtés, révoltés par les trahisons répétées des réformistes, mais dont la révolte reste isolée et sans lendemain faute d'une organisation crédible de rechange, c'est un aspect important du combat pour briser l'emprise des appareils bureaucratiques sur les masses.

Mais ce n'est pas l'aspect essentiel. L'aspect essentiel reste politique, reste le cheminement propre de la conscience des larges masses, sur la base de leur propre expérience : la pénétration du programme, des mots-d'ordre, des objectifs marxistes-révolutionnaires au sein de ces masses. C'est pourquoi il y a, à notre avis, une unité indissoluble entre la lutte pour l'unité d'action des organisations ouvrières (culminant dans le slogan du gouvernement PC-PS), la lutte pour le programme qui doit satisfaire les aspi-

rations des larges masses, la mise en garde de ces masses contre le fait que le PS et le PC ne réaliseront pas ce programme, le combat pour la mobilisation unitaire des masses et leur auto-organisation, et la lutte pour le renforcement immédiat de l'organisation marxiste-révolutionnaire et de son rayonnement politique dans la classe, lutte qui implique aussi une propagande et une éducation sur l'ensemble de notre programme, y compris la conquête du pouvoir par le prolétariat.

De la «Maladie infantile» au «Programme de transition»

Voilà comment les trotskystes abordent les problèmes politiques de «l'après-mai 68». Mais tous les participants et protagonistes de mai 68 ne furent pas et ne sont pas devenus trotskystes, loin s'en faut. Toute l'extrême-gauche d'Europe occidentale l'est encore moins. Et justement la compréhension de l'articulation nécessaire entre la construction d'une organisation révolutionnaire et le combat tenace pour arracher les larges masses à l'influen- des appareils bureaucratiques traditionnels sur une ligne d'indépendance et d'unité de classe, représente une conquête théorique particulière du bolchevisme - de la *«Maladie infantile»* de Lénine au *«Programme de transition»* de la IVe Internationale - que les autres courants à gauche des réformistes n'ont guère, ou fort insuffisamment, assimilée.

Ces courants avaient en général conclu de mai 68 à un déclin linéaire des PS et des PC, à leur incapacité de manœuvrer avec les masses ou de récupérer une partie de l'avant-garde.

Ce jugement prématuré et faux se combina souvent avec des analyses théoriques erronées : le PS serait un parti bourgeois indistinct des autres agences du Capital; le PC aurait cessé d'être un parti ouvrier à partir du moment où il devint une agence du «social-impérialisme»; l'un ou l'autre (ou tous les deux) seraient devenus des partis «sociaux-fascistes» etc. Cela les entraînait à un sectarisme extrême à l'égard de ces partis.

Mais lorsque les événements confirmèrent la réalité de l'entreprise électorale, voire politique des appareils traditionnels sur une grande partie des masses laborieuses, ces courants centristes (y compris une fraction des mao-centristes, ou des centristes-maoïstes) esquissèrent des tournants répétés à droite, s'adaptant de manière opportuniste aux manœuvres et au langage des réformistes. L'opportunisme, comme le sectarisme, quelquefois combinés l'un avec l'autre, aboutissent au même résultat : les masses n'ont pas de véritable orientation politique de rechange crédible par rapport à celle des réformistes. L'emprise de ces derniers n'est point sérieusement contestée. En Italie et surtout au Portugal, où les réformistes furent obligés de se démasquer de la manière la plus crue, ces erreurs désastreuses des centristes ont fortement réduit le prix que les dirigeants du PS et du PC ont dû payer pour leurs trahisons. Les événements ont ainsi confirmé que la tâche de construire une direction révolutionnaire de rechange du prolétariat, tâche dont mai 68 souligne l'urgence, ne pourra être accomplie que sur la base du programme de la IVe Internationale.

4

La montée des luttes et la crise des rapports sociaux bourgeois ne se développent pas de manière ininterrompue

Mai 68 a ouvert une période de crise du pouvoir bourgeois en Europe du sud-ouest, combinée avec une montée des luttes des masses qui remet à l'ordre du jour la possibilité à court terme de la révolution socialiste. Mais la montée des luttes, ainsi que la crise des rapports sociaux bourgeois, ne se développent pas de manière ininterrompue. Elles passent inévitablement par des hauts et des bas.

Rétrospectivement, on peut estimer que pendant les années 1974-1976 est apparue une synchronisation croissante de la maturation ou de l'éclatement de crises pré-révolutionnaires dans les quatre pays de l'Europe du sud-ouest.

L'été et l'automne 1975 au Portugal, le premier semestre 1976 en Espagne, fin 1975 et début 1976 en Italie, la période autour des élections municipales de mars 1977 en France, ont été marqués par une montée impétueuse, et même extraordinaire dans quelques cas, de la combativité des masses, jointe à un désarroi et à un défaitisme prononcés de la bourgeoisie.

Celle-ci commença même à voter avec ses pieds au Portugal. Une évasion considérable de capitaux souligna le fait que, dans les quatre pays, le grand capital ne jugeait pas la situation d'une manière très différente de celle des marxistes-révolutionnaires.

Il est certain aujourd'hui qu'une série de retournements ou de temps d'arrêt se sont produits dans ces quatre pays. Novembre 1975 au Portugal, l'été 1976 en Italie, la conclusion de l'accord constitutionnel entre Suarez d'une part et le PSOE et le PCE en Espagne d'autre part, mars 1978, sinon l'automne 1977 en France, constituent vraisemblablement ces points de retournement. Ils ne sont pas tous de même poids ni de même gravité. Sans aucun doute, c'est au Portugal que le renversement de la situation a été le plus dramatique. Après avoir établi un appareil de répression plus efficace, reconsolidé son appareil d'Etat, la bourgeoisie avec l'aide du PS et aussi du PC est passée à l'offensive systématique contre toutes les conquêtes des masses de la période 1974-75. La classe ouvrière et ses alliés sont actuellement acculés à des combats défensifs.

En Italie, les effets combinés de dix années de luttes de masse quasi ininterrompues mais ne débouchant sur aucune solution politique de rechange, d'une récession ample et chronique avec ses effets sur l'emploi, spécialement dans le secteur de la jeunesse, de l'offensive du PC et des directions syndicales en faveur du projet d'austérité bourgeois et de l'intégration de fait du PC dans le gouvernement d'unité nationale, rendent plus difficile la

résistance des travailleurs des grandes usines, jusqu'ici victorieux contre les plans de restructuration du grand capital. L'affaire Moro aboutit conjoncturellement à renforcer la politique d'unité nationale et accroît les difficultés d'une riposte ouvrière.

En France, la division des rangs ouvriers provoquée par les directions du PS et du PC depuis l'automne 1977 et la déception profonde provoquée par l'échec de l'Union de la gauche aux élections législatives de mars 1978 ont élargi les possibilités d'une offensive bourgeoise. Elle se fait déjà sentir sur le plan économique (licenciements massifs dans des branches en crise, hausse des tarifs des services publics). Elle se prolongera par des manœuvres de séduction et de division à l'égard du PS. En outre, la politique de division des directions réformistes se perpétue et se traduit avec force dans l'absence d'une réponse syndicale unitaire.

En Espagne, la participation du PSOE et du PCE au projet d'institutionnalisation d'une démocratie bourgeoise parlementaire et à la mise en place d'une politique d'austérité a porté un coup à la montée du mouvement de masse et a donné un répit à la bourgeoisie. Néanmoins, un puissant renforcement des organisations ouvrières s'est opéré et la politisation du prolétariat se poursuit. Une reprise des luttes de masse est possible à tout instant.

Les quatre pays d'Europe du Sud connaissent une modification de la conjoncture qu'il ne faut pas confondre avec un changement de la nature de la période

Cependant, **l'effet cumulatif** de ces développements dans les quatre pays ne doit pas être sous-estimé. Ainsi, le fait que la chute de la dictature en Espagne n'ait pas été accompagnée d'une crise révolutionnaire a considérablement accru les possibilités de l'offensive anti-ouvrière au Portugal. La défaite de l'Union de la gauche en mars 1978 en France - et l'absence d'une forte remontée des luttes qu'aurait pu stimuler l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche, par riposte aux réactions bourgeoises qui lui auraient succédé, a élargi la marge de manœuvre à court terme de la bourgeoisie espagnole et surtout italienne. On ne peut nier la modification de la conjoncture dans les quatre pays de l'Europe du sud. **Il serait toutefois erroné de la confondre avec un changement de la nature de la période.**

Dans aucun des quatre pays, il n'y a eu un changement qualitatif des rapports de forces entre les classes. Nulle part, la classe ouvrière n'a été battue en un combat frontal. Nulle part son potentiel de lutte n'a été fondamentalement entamé. Et surtout, nulle part la bourgeoisie n'a été capable de stabiliser son pouvoir de manière un tant soit peu durable. La dépression économique ne lui permet pas d'effectuer avec succès une politique de réformes. Les rapports de forces ne lui permettent pas encore de mener à bien une politique de répression (le premier test important à ce propos interviendra sans doute au Portugal).

Nous restons donc dans une situation d'équilibre extrêmement instable et fragile, dans laquelle aucune des deux classes fondamentales de la société, le prolétariat et la bourgeoisie, n'est pour le moment capable d'imposer « sa » solution à la crise sociale, dans laquelle un quelconque accident politique, social, économique, monétaire, peut précipiter soit une explosion révolutionnaire, soit une offensive contre-révolutionnaire de la bourgeoisie beaucoup plus agressive. Le résultat immédiat de l'une ou l'autre étant soit de renverser de nouveau la tendance internationale, soit de l'accentuer chaque fois par un processus cumulatif.

Nous avions raison de souligner dans les années 1972-75 que pareille situation d'équilibre instable ne pouvait pas se prolonger indéfiniment dans des conditions de dépression économique, dans laquelle le processus d'accumulation du capital ne peut redémarrer sérieusement que par suite d'une augmentation considérable du taux de la plus-value.

Pareille augmentation considérable ne s'est réalisée nulle part en Europe du sud-ouest. Mais nous avions tort de placer des échéances trop courtes à l'inévitable épreuve de forces entre les classes, de sous-estimer la durée de la crise de domination de la bourgeoisie (durée qui s'explique en dernière analyse par sa gravité).

C'est la nature de cette crise de longue durée qui nous permet d'insister sur la conclusion que le retournement qui s'est produit a été conjoncturel et non structurel, qu'il s'agit de flux et de reflux dans le cadre d'une période qui n'a pas changé. Aussi longtemps que la classe ouvrière n'a pas subi de défaite grave et que la bourgeoisie n'a pas retrouvé les ressources nécessaires pour restabiliser la situation, de nouveaux « mai 68 » restent possibles et même inévitables en Europe du sud-ouest, avec toutes leurs retombées internationales.

L'actualité de la révolution socialiste en Europe capitaliste

Notre courant est le seul aujourd'hui - comme il le fut déjà avant mai 68 - qui reste fermement convaincu de l'actualité de la révolution socialiste en Europe capitaliste. Un moment éblouie par l'éclat de mai 68, **l'intelligentsia** de gauche est revenue à ses vieux démons antérieurs. Son scepticisme à l'égard du potentiel révolutionnaire du prolétariat des pays impérialistes prolonge celui des réformistes et des révisionnistes de tout poil. Un cri quasi-universel s'élève chez les tiers-mondistes désabusés (Samir Amin - voir *Monthly Review*, numéro de juin 1977), chez les maoïstes (*Pékin Information*, no 45, 1977), voir les ex-terroristes pénitents (l'exemple le plus typique est celui de Horst Mahler en Allemagne), chez les vétérans invalides de mai 68, faisant écho au chant de sirène des eurocommunistes et sociaux-démocrates de gauche : « Cessez de rêver à une révolution prolétarienne impossible ! Cessez par conséquent d'être des protagonistes d'une lutte de classe intransigeante, car elle ne débouche sur aucune perspective concrète ! Soyez réalistes ! Faites la politique du possible, c'est-à-dire pratiquez la politique

des réformes audacieuses qui respectent le 'consensus', la conciliation de classe.».

Si les «nouveaux philosophes» à la Glucksman et les tenants de l'offensive anti-marxiste ajoutent leur part de cacophonie à ce concert, c'est parce que, poussant la logique jusqu'au bout, et s'appuyant sur les crimes de la bureaucratie stalinienne qu'ils niaient hier, ils chantent «la fin du marxisme», et la «fin de la politique» comme prolongement «inévitable» de la «fin de la révolution» et de la fin de la lutte de classe.

Tout cela laisse une impression de «déjà vu» : déjà vu avant mai 68, quand les sociologues discouraient sur la «dépolitisation» et «l'apathie»... de la jeunesse. Que resta-t-il de ces analyses savantes, après mai 68?

Les impressionnistes et opportunistes de cette période de reflux conjoncturel en seront pour leurs frais, cette fois-ci encore, comme lors du cycle précédent. Ce n'est pas le marxisme qui est en crise mais le capitalisme. Ce n'est pas le prolétariat qui est structurellement affaibli mais la domination bourgeoise. Le nier, à la lumière de mai 68 et de tout ce qui s'est passé depuis, c'est nier l'évidence. Les grandes batailles révolutionnaires sont devant nous et non derrière nous. L'enjeu historique de ces batailles est tel que le seul réalisme politique digne de ce nom consiste à s'y préparer systématiquement, à tous les niveaux de l'activité sociale - y compris le niveau théorique - et à y préparer pédagogiquement et efficacement les larges masses. Oui, ce ne fut qu'un début. Oui, le combat continue. Oui, les chances de le gagner, en définitive, sont intactes et réelles.

Femmes

Premières voix du mouvement féministe

La généralisation de la crise sociale à l'échelle mondiale tend à donner un caractère universel aux facteurs objectifs sur lesquels se fonde la radicalisation des femmes sous le capitalisme du troisième âge.

Jacqueline HEINEN

On sait le rôle de détonateur que joua la révolte étudiante dans le déclenchement de la grève générale en France. Une révolte, certes, qui n'eut pas le temps de se transformer en un mouvement social comparable aux mouvements étudiants allemand ou américain durant la même période. Mais une révolte, néanmoins, qui reprenait à son compte l'essentiel des mots d'ordre anti-autoritaires surgis dans les campus de Berlin ou de Berkeley, au plus fort des mobilisations anti-guerre. La rentabilisation de l'éducation capitaliste, le rôle des media dans le bourrage de crâne, la culture de consommation, le gaspillage, la hiérarchie et l'anti-impérialisme étaient autant de thèmes et d'angles d'attaque qui formaient la trame de la révolte étudiante dans tous les pays où elle s'exprima à la fin des années 60.

Mai 68, c'est le début d'une crise sociale qui remet en cause les valeurs traditionnelles et l'ordre bourgeois, une crise dans laquelle s'enracinent tous les mouvements sociaux qui se sont développés depuis lors. Mouvements dont les objectifs, l'insistance sur la «qualité de la vie», sont un défi à la collaboration de classe des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Depuis les mouvements s'attaquant à la fonction répressive des institutions bourgeoises que sont la famille, l'école ou la prison, jusqu'aux mouvements sur l'environnement et l'écologie, en passant par les mouvements de minorités nationales ou régionales, tous sont là pour faire la preuve que «l'intégration sociale» est un leurre dans un système capitaliste ébranlé par une crise économique sans précédent. De tous ces mouvements, le mouvement de libération des femmes est sans doute l'un des plus importants de par sa fonction : non seulement de faire sortir du silence et de l'oppression celles qui représentent une moitié de l'humanité, de leur permettre d'exprimer leur besoins spécifiques et leurs exigences, mais aussi de donner tout son sens à l'objectif d'unité de la classe ouvrière mis en avant par les révolutionnaires.

En France pourtant, la question de l'oppression spécifique des femmes ne fut pas posée. Même si quelques assemblées générales se tinrent à ce propos à la Sorbonne, même si quelques groupes de femmes naquirent dans la foulée de mai 68, sous l'impact de la radicalisation des féministes américaines, il est cependant évident que cette préoccupation resta le fait de tout petits noyaux, très peu significatifs (au

même titre que surgirent, dès cette époque, de petits «groupes de conscience» en Italie, en Suisse ou même en Espagne dans la même période).

Mais cela n'a rien à avoir avec la force de la prise de conscience féministe telle qu'elle s'exprima, dans les pays anglo-saxons que sont les Etats-Unis, le Canada ou la Grande-Bretagne, ou dans l'un des mouvements étudiants les plus importants en Europe : le SDS allemand.

LA REVOLTE DES FEMMES DU SDS ALLEMAND

«Nous ne pouvons résoudre individuellement l'oppression sociale des femmes. Nous ne pouvons pas non plus attendre que la révolution soit accomplie car une révolution uniquement économico-politique ne supprime pas le refoulement de la vie privée; les pays socialistes l'ont abondamment prouvé.» (déclaration du Conseil d'Action pour la Libération de la Femme lors de la Conférence de délégués du SDS durant l'été 1968). C'était le premier moment d'une révolte. Les étudiantes berlinoises faisaient une constatation que beaucoup d'autres femmes devaient faire à leur suite : quels que soient les objectifs mis en avant (le refus de la hiérarchie, de la discipline, des valeurs individualistes préconisées par l'enseignement bourgeois), quelle que soit la détermination qui marquait les actions engagées par le mouvement étudiant contre l'impérialisme et l'ordre bourgeois, les rapports traditionnels entre hommes et femmes au sein du mouvement lui-même n'avaient guère changé.

«La séparation entre vie privée et vie publique rejette toujours la femme dans son isolement et elle doit assumer seule le conflit ainsi créé. La société l'a conditionnée dès l'âge tendre à vivre en fontion de la famille, et la famille, de son côté, dépend des rapports de production que nous combattons», affirmaient celles qui avaient commencé à se réunir «entre femmes» durant l'hiver et le printemps 68 afin de réfléchir à leur situation propre. Soulignant que leur décision de travailler seules sur des problèmes qui n'étaient pas pris au sérieux n'avait, au départ, provoqué que des quolibets de la part des camarades masculins, elles ajoutaient : *«Aujourd'hui, ils nous en veulent de nous être retirées; ils cherchent à nous démontrer que nous avons des théories complètement fausses, ils cherchent à nous faire dire que nous prétendons que les femmes n'ont pas besoin des hommes pour leur libération : toutes niaiseries que nous n'avons jamais prononcées. (...) C'est précisément parce que nous pensons que l'émancipation n'est passible qu'au niveau de la société tout entière que nous sommes ici.»*.

Malgré les rebuffades et les découragements, leur présence à ce congrès marquait donc la volonté de jeter les bases d'un combat commun, quelles que soient les spécificités de la lutte qu'elles pensaient devoir mener de leur côté contre les réflexes sexistes marquant les rapports dans le mouvement étudiant. *«Seules les femmes sont suffisamment 'intéressées' pour battre en brèche la société partriarcale : elles sont les seules garants d'un changement radical de l'organisation. Pour y parvenir, un isolement provisoire est nécessaire.»*

Prudence donc sur la question de la non-mixité (dans un document rédigé deux mois plus tard, elles devaient préciser : *«Notre retrait n'est que temporaire, il vise à nous mettre en mesure de nous définir enfin nous-mêmes, sans égard ni compromis»*), mais détermination néanmoins. Leur rapport se terminait en effet par la menace suivante : *«Camarades, si vous n'êtes pas prêts à cette discussion qui doit être de fond, alors nous devrons en effet constater que le SDS n'est qu'une lie contre-révolutionnaire.»*. Et l'oratrice d'ajouter : *«Les camarades que je représente sauront en tirer les conséquences.»*.

Ces lignes mettaient donc déjà l'accent sur les éléments essentiels qui fondent aujourd'hui notre conviction quant à l'importance stratégique du mouvement autonome : la nécessité pour les femmes de prendre confiance dans leur capacité à s'exprimer, à prendre la parole; le rôle de la famille et la lutte à mener contre la séparation traditionnelle entre vie privée et vie «publique»; la bataille sans concession qu'il faut engager - y compris dans les rangs des organisations de gauche - contre les résistances face à la volonté d'émancipation dont les femmes commencent à faire preuve.

Ce qui ressort également de ces lignes, c'est l'approche marxiste qui sous-tend cette analyse. Et ceci n'est pas un hasard : les débats qui se déroulaient à «l'Université libre de Berlin» - bastion du SDS - , pour quelque confus qu'ils aient été, traduisaient néanmoins la volonté d'une bonne partie des protagonistes de se réapproprier les fondements du marxisme et du léninisme. C'était vrai aussi pour les femmes du SDS. Leur souci de répondre d'abord aux besoins des femmes mères de famille, de même que leur tentative - infructueuse - d'étendre à la population ouvrière l'expérience des crèches sauvages (les «kinderlaeden») mises sur pied par une aile du mouvement étudiant berlinois, partaient d'un point de vue de classe dans l'analyse de la situation des femmes les plus opprimées. L'abandon ultérieur, par une grande partie du mouvement de tout point de vue marxiste ne s'explique que par une série de facteurs combinés. Dans un pays dont les organisations traditionnelles sont dominées par l'influence prépondérante d'une social-démocratie aussi droitière, et où le mouvement contestataire de la fin des années 60 n'était pas parvenu à déboucher sur la constitution d'un pôle révolutionnaire crédible pour les masses ouvrières, il n'est guère étonnant qu'un nombre croissant de groupes femmes qui se sont constitués durant ces dernières années se soient coupés de la classe ouvrière, renonçant à prendre des initiatives qui auraient pu élargir leur champ d'action et leur impact sur des couches importantes de femmes prolétariennes. L'influence des théories séparatistes et la force du courant des radicales-féministes en Allemagne est à mettre en relation directe avec la résistance que les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier ont opposé aux revendications féministes et avec le poids de la paix sociale en Allemagne. Mais à cela, il faut ajouter l'indifférence, pour ne pas pas dire l'hostilité que les féministes rencontrèrent au sein du mouvement étudiant et de l'ensemble des organisations d'extrême-gauche, aussi bien face aux questions qu'elles posaient

sur le plan théorique (notamment en ce qui concerne l'analyse de l'oppression spécifique des femmes en système capitaliste), que face à leur volonté de prendre leurs luttes en mains.

L'AGRESSIVITE DES PREMIERS GROUPES FEMINISTES AMERICAINS

Au moment même où les étudiantes allemandes commençaient à aborder le problème de leur oppression - soit dans des groupes d'étude théorique, soit au travers d'actions concrètes comme le mouvement des crèches, de petits groupes féministes commencèrent à surgir dans tous les Etats-Unis. Certains d'entre eux utilisaient des méthodes d'action spectaculaires pour proclamer leur révolte contre la société (comme « l'enterrement de la féminité » à Washington à l'occasion d'une mobilisation antiguerre dès l'automne 67, ou la tentative d'empêcher l'élection de Miss America l'année suivante). Mais l'essentiel du mouvement fonctionnait et se développa de manière quasi souterraine, au travers de petits « groupes de conscience » au sein desquels les femmes prenaient confiance en elles-mêmes, discutant des idées nouvelles et controversées qui commençaient à émerger. Ce mouvement presque invisible devait révéler son audience deux ans plus tard, avec la grève des femmes du 26 août 1970. Après une semaine d'agitation dans la plupart des villes, marquée par des manifestations, des occupations de locaux administratifs pour exiger des crèches et des actions collectives où les femmes brisaient des tasses sur la voie publique en signe de rébellion contre les patrons qui traitent leurs secrétaires comme des bonnes, près de 20000 personnes défilaient dans la Ve Avenue aux cris de : *« avortement libre; des crèches 24 heures sur 24 !; des chances égales en matière d'éducation et d'emploi ! »*.

C'était l'apogée de la phase spectaculaire du MLF américain. De leur côté, les textes initiaux du mouvement, la presse féministe qui se développa à une allure vertigineuse, rendaient compte d'une approche différente de celle des étudiantes allemandes dont la plupart avait subi l'influence du marxisme. Pourtant, les motifs qui avaient provoqué les premiers sursauts de révolte parmi les femmes du mouvement étudiant américain étaient identiques à ceux de leurs soeurs européennes : refus de continuer à être les éternelles «secondes», bonnes à taper les tracts et à les distribuer, volonté de prendre enfin la parole, etc.

Tout comme en Allemagne, il s'agissait au départ d'un mouvement marginal à la classe ouvrière et son seul développement numérique ne put suffire à briser le carcan du sexisme dominant dans les organisations du mouvement ouvrier. Mais les idées du mouvement des femmes allaient pénétrer tous les pores de la société, impulsant la naissance de groupes de femmes dans les syndicats, les bureaux et les entreprises, ainsi que les premières organisations de femmes noires, chicanas ou porto-ricaines. Ce fut surtout après la dépression économique de 1974-75 que les couches de femmes les plus exploitées et les plus opprimées commencèrent à se radicaliser et à s'organiser entre elles à une échelle telle que leur poids commença à se faire sentir dans les organisations du mouvement ouvrier.

LA LUTTE POUR LE SALAIRE EGAL EN GRANDE-BRETAGNE

L'un des premiers groupes femmes en Angleterre, c'est celui qui se forme pour soutenir la lutte des femmes de pêcheurs à Hull, au printemps 68. Après la disparition de plusieurs bateaux quelques mois plus tôt, ces dernières se battaient pour une amélioration des conditions de travail et de sécurité pour les hommes qui partaient en mer. Devant l'hostilité et le mépris de la presse face à ces femmes en colère, le groupe décide de mener une bataille à long terme pour le respect des droits égaux.

En mai 68, c'est la grève des ouvrières de Ford réclamant un salaire égal à celui des hommes. Dans cette grève, dont sortira une organisation syndicale pour le salaire égal et des droits égaux, le NJACWER (National Joint Action Campaign for Women's Equal Rights: Campagne d'action unitaire nationale pour l'égalité des droits des femmes), devait jouer un rôle déterminant dans la prise de conscience de nombreuses féministes anglaises. Elle permettait pour la première fois de poser publiquement la question des discriminations sexuelles. Certes, les groupes NJACWER n'eurent

qu'une portée limitée dans la tentative de mobiliser aux côtés des travailleuses les étudiantes et les femmes des couches privilégiées qui commençaient à mettre en question leur place dans la société : la volonté de contrôle exprimée par la bureaucratie syndicale limita très vite l'activité de ces groupes et leur capacité d'initiative. Et les féministes en conçurent une solide méfiance vis-à-vis de l'autoritarisme des bureaucrates. Mais leur souci de ne pas se situer en marge des besoins de la masse des femmes - exprimés notamment par la renvendication du salaire égal mis en avant par les travailleuses de Ford - allait déterminer le caractère du mouvement de femmes naissant en Grande-Bretagne.

Composé pour l'essentiel, comme dans les autres pays, de femmes d'origine sociale privilégiée, d'étudiantes, d'intellectuelles et, dans une plus faible mesure, de travailleuses du tertiaire, ce mouvement réussira néanmoins plus vite que d'autres à impulser des campagnes touchant les intérêts des femmes prolétariennes (salaire égal, droits égaux, avortement, femmes battues, etc.) qui trouveront souvent un appui réel au sein du mouvement ouvrier.

La particularité de ce dernier du point de vue organisationnel - relative indépendance des syndicats de branches ou d'entreprises, multiplicité des structures syndicales - n'est pas un élément secondaire dans le fait que le mouvement des femmes ait réussi à gagner le soutien de telle ou telle branche à l'occasion d'un congrès. La situation politique et la remontée des luttes en Grande-Bretagne après 1968 explique aussi la moindre marginalité du mouvement des femmes par rapport à la classe ouvrière. Mais le rôle que joueront dès le départ les grèves des travailleuses et la capacité des révolutionnaires à s'inscrire dans les premiers débats du mouvement, à être partie prenante des premières initiatives, détermineront également l'évolution du mouvement des femmes anglais.

UN MOUVEMENT EN DEVENIR

Ces trois exemples permettent de mieux comprendre pourquoi le mouvement de libération des femmes en France mit plus de deux ans après mai 68 avant de commencer à se structurer.

La généralisation de la crise sociale à l'échelle mondiale tend à donner un caractère universel aux facteurs objectifs, sur lesquels se fonde la radicalisation des femmes sous le capitalisme du troisième âge. Le pourcentage croissant des femmes salariées, l'élévation du niveau d'éducation, le développement des techniques de contraception et d'avortement, la mécanisation toujours plus grande dans le domaine du travail domestique sont autant d'éléments qui, à un degré ou à un autre, révèlent aux yeux des femmes les contradictions inhérentes à ce système de profit, le fossé existant entre les potentialités de développement social et la réalité quotidienne dans laquelle elles se trouvent enfermées.

Mais si la situation objective, en terme de chiffres et de statistiques apparaissait déjà comme très similaire à la fin des années 1960 dans la plupart des pays capitalistes avancés, cela n'en a pas moins déterminé des rythmes différents dans la prise de conscience des femmes concernées.

En France, les éléments qui ont joué un rôle de frein dans l'émergence du mouvement féministe sont à rechercher aussi bien dans la brièveté déjà évoquée de l'explosion étudiante, que dans le poids de l'Eglise catholique en ce qui concerne les mœurs, les relations entre individus (la femme étant perçue avant tout dans son rôle de mère et d'épouse), l'existence de lois limitant l'accès à la contraception, ou dans le contrôle sur la classe ouvrière par une bureaucratie stalinienne reproduisant en tous points l'idéologie dominante en ce qui concerne la famille et la place des femmes dans la société.

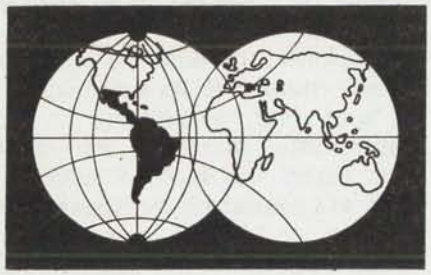
Ces divers facteurs, quoique de manière variable, sont également valables pour expliquer les décalages analogues - encore plus importants - qu'on a pu constater en Italie ou en Espagne (au Portugal ou en Grèce, la radicalisation ne fait que commencer à s'exprimer). Sans parler de la plus faible proportion des femmes salariées et de celles qui ont accès aux études secondaires comparativement aux autres pays capitalistes avancés, la toute-puissance de l'Eglise catholique dans la vie civile, s'appuyant sur des décennies de dictature franquiste ou salazariste, ou la doctrine particulièrement rétrograde de l'Eglise orthodoxe, combinées à l'absence totale de remise en question de la soi-disant «infériorité» des femmes par les organisations ouvrières, expliquent qu'il ait été plus difficile aux étudiantes des pays d'Europe du sud de prendre conscience de leur oppression. Même si, comme en Allemagne ou aux USA, leur situation privilégiée rendait plus évidente une série de contradictions liées au fossé existant entre leur éducation et leur avenir professionnel.

Dix ans après mai 68, l'impact idéologique des premiers mouvements de libération, amplifiés par l'accélération de la crise économique et sociale ont produit leurs effets : la radicalisation des femmes a cessé d'être un phénomène extérieur à la classe ouvrière. Des petits groupes initiaux d'étudiantes et d'intellectuelles se sont dégagés de véritables mouvements, dont la force et l'impact sur le mouvement ouvrier sont fonction directe du degré de la lutte de classe.

De plus en plus fréquemment, les femmes prennent l'initiative de se réunir entre elles dans les organisations mixtes du mouvement ouvrier où elles militent afin de débattre de problèmes spécifiques et d'imposer un rapport de forces leur permettant de faire valoir leur point de vue. De plus en plus fréquemment, elles envoient des déléguées dans les coordinations locales ou nationales du mouvement où l'on débat d'initiatives centrales et des campagnes à impulser. Certes, le mouvement des femmes est loin de représenter une réalité homogène et les courants qui expriment un point de vue de classe en son sein sont encore loin d'arriver à faire triompher leur point de vue. La politique

des bureaucraties syndicales, qui alterne entre des déclarations démagogiques et des mesures visant à freiner l'expression de la volonté des femmes, n'a pas été sans dégoûter plus d'une militante, et les idées du courant féministe-radical faisant primer la lutte des sexes sur la lutte de classe ont fait des adeptes y compris parmi certaines franges de travailleuses.

Mais le mouvement des femmes est là. C'est un mouvement en devenir. Et l'un des facteurs essentiels dans son évolution dépendra de la capacité des révolutionnaires à peser dans son développement, à faire que la lutte sans compromis pour défendre les besoins spécifiques de la masse des femmes soit intrinsèquement liée à une orientation de classe renforçant l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.



Mexique

Août 1968 : La lutte des étudiants

Les étudiants se sont retrouvés brutalement immergés dans une lutte populaire, une lutte populaire démocratique avec des caractéristiques révolutionnaires.

Ricardo OCHOA

La grève étudiante d'août 1968 et sa répression sanglante par le gouvernement mexicain ont peut-être été quelque peu oubliées en Europe, même par les révolutionnaires, aujourd'hui. Nous avons choisi de publier un compte-rendu, inédit en français, paru en septembre 1968 dans *World Outlook* (*Perspective mondiale*), hebdomadaire international de nos camarades du *Socialist Workers's Party (SWP)* des États-Unis.

9 septembre : il y a maintenant un mois et demi que la lutte des étudiants en grève a commencé à Mexico et le gouvernement fédéral n'a pas encore réussi à faire reculer le Conseil national de grève qui est à la tête du mouvement. Plus de 200000 étudiants de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), de l'Institut polytechnique national, de l'École nationale d'agriculture (Chapingo) et de douzaines d'écoles à des niveaux moindres sont toujours dans l'action.

Les conséquences de la lutte des étudiants sur le plan national ont déjà pris des proportions historiques. Le Président Dias Ordaz, dans son quatrième rapport au Parlement a montré, à sa manière, qu'il en était conscient. Il a consacré plus d'une heure à traiter des problèmes soulevés par les étudiants. Cela démontre qu'ils ont secoué de la tête aux pieds la «paix bourgeoise» du pays.

Le mouvement étudiant fut gravement atteint le 26 juillet par une brutale offensive de la répression pocière. Il a assumé depuis le début une ligne politique de nature clairement définie différant en cela de la lutte de 1966 qui avait des buts purement «internes» : la «réforme» des lois et règlements universitaires. La défaite du mouvement de 1966 a conduit un grand nombre d'étudiants à conclure qu'une véritable réforme était impossible aussi longtemps que la société dans son ensemble continuerait à souffrir du chaos capitaliste.

La lutte actuelle a commencé là où s'était arrêtée celle de 1966, mais elle a rapidement progressé pour atteindre un niveau bien plus élevé. Pratiquement tous les étudiants de l'Université du district fédéral et d'autres régions y prennent part et ont repris à leur compte les mots d'ordre avancés auparavant Ils luttent pour six revendications :

- *Libération de tous les prisonniers politiques.*
- *Abrogation de la loi qui instaure le crime de «dissolution sociale».*
- *Révocation des principaux responsables de la police du district fédéral.*
- *Dissolution du corps répressif des grenadiers.*
- *Paiement d'indemnités aux familles des personnes tuées lors de la répression du 26 juillet et des autres offensives menées par la police.*
- *Dénonciation de la responsabilité des fonctionnaires impliqués dans la répression.*

DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Depuis dix ans, des groupes d'avant-garde s'étaient battus sur les deux premières revendications. Depuis 1959, année qui a vu briser par l'armée la grève des chemins de fer et emprisonner ses principaux dirigeants, la gauche a dû nager à

contre-courant. Les prisonniers politiques qui ont rempli les prisons depuis 1959, surtout après l'entrée en fonction de Dias Ordaz en 1964, ne symbolisaient pas seulement la lourde défaite infligée à la classe ouvrière mexicaine, mais aussi l'incapacité du mouvement révolutionnaire d'arrêter à lui seul la répression qui pesait constamment sur lui. Pendant dix ans, la défense des prisonniers politiques a dû être menée sans le soutien des masses.

La défaite des travailleurs du chemin de fer a coïncidé avec un tournant dans la situation économique qui a apporté à certains secteurs de la population une amélioration relative du niveau de vie, en particulier dans les villes. Etant donné le faible niveau politique de la classe ouvrière, cela a eu pour effet de réduire la combativité. Pendant dix ans, aucun président mexicain n'a été soumis à une pression suffisante pour l'amener à se préoccuper du problème des prisonniers politiques entassés dans les prisons du pays. Ce n'est qu'occasionnellement, en passant, qu'un président se vantait de ce que le Mexique n'avait pas de prisonniers politiques, «seulement des droits communs».

Cette période est maintenant révolue. Depuis son tout début, la lutte des étudiants de 1968 a considéré comme sa tâche principale le lancement d'une gigantesque campagne pour la libération des centaines de prisonniers politiques. Ce fut donc un impressionnant succès qui fut enregistré le 27 août lorsqu'environ 500000 étudiants, travailleurs et gens parmi les plus pauvres défilèrent à travers le centre de la ville et se rassemblèrent au Zocalo; jamais auparavant, la ville n'avait connu une telle manifestation.

Des milliers de portraits de Demetrio Vallejo (un des dirigeants de la grève des cheminots qui est en prison depuis plus de 9 ans et fait actuellement une grève de la faim) donnait son aspect concret à l'axe central de la lutte : *Libérez les prisonniers politiques!*

Plus tard, au cours d'un meeting, les orateurs donnèrent une liste de 86 prisonniers politiques toujours détenus à la prison de Lecumberri et en mentionnèrent d'autres dans les prisons fédérales. Ce fut un grand moment pour les petits groupes révolutionnaires que de voir que leur combat portait un fruit aussi magnifique.

LE PC MEXICAIN DIX ANS APRES !

La politique du PC mexicain le fait classer parmi les PC «eurocommunistes». Si l'on en croit *France Nouvelle* (numéro 1673, 5 décembre 1977), le PCM se réjouit de la «victoire des forces démocratiques». Quelle victoire ? *«La constitution modifiée, une loi électorale nouvelle et dans ce cadre les activités des partis politiques déclarées 'd'intérêt public', c'est ce pourquoi luttaient les communistes mexicains.»*

Quelle leçon le PCM tire-t-il de la terrible répression organisée en 1968 par le «régime le plus démocratique» d'Amérique latine» ? Celle-ci : *«Nous préférons une lutte de classe menée par des voies démocratiques y compris jusqu'à la conquête du socialisme. Et le socialisme auquel nous aspirons est un développement de la démocratie comme n'en a jamais connu le capitalisme...»* (Arnoldo Martinez Verdugo, secrétaire général du PCM). Le même Verdugo, cinq mois plus tard, précise la stratégie du PCM - laquelle reproduit la ligne des années 1930 selon laquelle entre les régimes militaro-policiers ou fascisants et le socialisme, il convient de mettre en avant l'étape de la «démocratie» en appelant à mettre sur pied *«une grande coalition des partis démocratiques, des organisations syndicales et sociales de masse, des partisans des transformations démocratiques même s'ils sont dans les rangs du Parti révolutionnaire institutionnel et du gouvernement»*, et *France Nouvelle* d'ajouter (numéro 1695 du 8 mai 1978) que l'objectif est bien *«d'aller vers un gouvernement représentatif de toutes ces forces anti-oligarchiques»...*

LES BRIGADES POLITIQUES

Mais ce n'est pas tout. D'autres vieux slogans des petits groupes « sectaires », comme les appellent les réformistes et les opportunistes de tout poil, y compris le Parti communiste mexicain, furent repris. Parmi ces mots d'ordre il y avait «Organisation de brigades politiques» et «Unité des travailleurs et des étudiants». Les brigades politiques qui sont apparues au cours de la lutte sont une expression vivante des liens entre les étudiants et le peuple, en particulier les travailleurs.

Les brigades politiques composées d'entre 5 à 30 membres, selon les circonstances, ont parcouru tous les faubourgs de la ville pour populariser la signification réelle de la lutte des étudiants et ont distribué des centaines de milliers, peut-être même des millions de tracts ronéotés. Grâce à cette activité, le mouvement étudiant a pu contrecarrer les mensonges de la presse bourgeoise et faire pencher la balance de l'opinion publique en faveur de son combat.

Celui-ci a vraisemblablement un impact considérable sur les cercles étudiants. Les étudiants eux-mêmes le reconnaissent. Dans sa réponse au 4e rapport du Président, le Conseil national de grève déclare : *« Les événements de juillet... nous en ont appris davantage que tout ce qu'on aurait pu nous enseigner en classe. »*

Les étudiants se sont retrouvés brutalement immergés dans une lutte populaire, une lutte populaire démocratique avec des caractéristiques révolutionnaires. Tous les problèmes de stratégie politique qui apparaissent dans une lutte populaire furent posés avec une réelle urgence. L'atmosphère de dogmatisme, de simplifications, fut laissée loin en arrière. Les cadres dirigeants devaient confronter à la pratique leur capacité, non à discuter dans

l'abstrait mais à résoudre les problèmes concrets qui se posent au mouvement de masse.

Il n'est pas exagéré de dire que les sectes ultra-gauches, comme celle des partisans de Posadas, certains maoïstes et même des fidélistes sortirent très affaiblies de cette épreuve cruciale, quand elles ont réussi à y survivre. Le Parti communiste mexicain a reçu un coup dévastateur. Il aurait pu s'attendre à progresser dans une telle situation où des milliers et des milliers d'étudiants s'éveillent à la vie politique, sa politique suiviste par rapport à la bourgeoisie progressiste a sapé son image de marque dans les universités surtout parmi les enseignants.

LA LUTTE DU PC MEXICAIN POUR SA LEGALISATION

Le PC mexicain a essayé de transformer la lutte des étudiants en une lutte pour la « démocratisation » du pays, entendant par là l'obtention de sa reconnaissance comme parti d'opposition légal, comme une sorte de PPS de gauche (Parti populaire socialiste, dirigé par Vicente Lombardo Toledano, un partisan de Dias Ordaz). Dans son 4e rapport le Président a répondu en faisant allusion implicitement à un changement de l'attitude traditionnelle du gouvernement envers le PC mexicain. Il dit que toute opposition « illégale » était «subversive» et que *«la révolution (le gouvernement) pourrait ouvrir la possibilité d'une opposition légale»*.

Comme toujours, les staliniens voient tout mouvement populaire comme un moyen pour renforcer leur position, sans se soucier beaucoup du destin du mouvement lui-même. Cette attitude est apparue de façon aveuglante dans la situation présente.

UNITE D'ACTION ETUDIANTS-TRAVAILLEURS

Le mouvement étudiant a balayé le cadre réformiste dans lequel agissait le PC. C'est pourquoi les dirigeants communistes vont faire tout ce qu'ils pourront pour mater ce mouvement et bloquer la formation d'une véritable organisation nationale d'étudiants et de jeunes, beaucoup plus représentative que la Jeunesse communiste et que le Centre national des étudiants démocrates. Il sont surtout dominés par la peur d'être concurrencés sur leur gauche. Mais il ne leur sera pas facile de réussir à bloquer un tel développement.

Si nous laissons de côté la réponse de la bourgeoisie à la situation, laquelle peut varier d'une franche répression, y compris l'installation de troupes sur le campus, à de considérables concessions, comme la libération des prisonniers politiques, de nouveaux facteurs doivent être maintenant pris en considération pour prévoir l'avenir probable du mouvement actuel.

Des « brigades politiques » dans lesquelles des centaines d'étudiants ont appris un type d'action complètement différent de celles dont sont coutumières les organisations bureaucratisées, en particulier le PC mexicain ont été constituées. Ces brigades constituent l'épine dorsale du mouvement qui commence à nouer des contacts sous une forme organisée avec des secteurs-clé de la classe ouvrière, tels que les travailleurs du pétrole, de l'électricité et des chemins de fer.

Les brigades sont aussi en contact avec des cercles de paysans. Dans la ville de Topilejo, près de l'Université, ils aident les habitants à stopper les camions, pour obliger les compagnies de transports à payer des indemnités en cas d'accident. Les habitants de Topilejo ont unanimement répondu aux appels des étudiants et malgré les efforts du gouvernement pour jouer sur leurs sentiments religieux et anticommunistes, les paysans suivent les étudiants. La façon intelligente dont les brigades mènent leur action dans cette ville symbolise le niveau politique élevé de la lutte des étudiants.

Les brigades n'ont pas été voir les paysans en parlant de leurs propres revendications « étudiantes » (bien qu'elles affectent également directement les secteurs paysans, même si cela n'est pas compris), ni en avançant des théories marxistes bien au-dessus du niveau de la compréhension des paysans à l'heure actuelle; ils ont utilisé habilement la situation à laquelle la ville se trouvait confrontée et c'est de là qu'ils sont partis.

Par exemple les funérailles des personnes tuées dans un accident impliquant les transports routiers ont servi de meeting politique en donnant l'occasion de rappeler la liste des griefs des morts. Ne voulant pas entrer en conflit avec le prêtre de

PRECEDENTS ARTICLES PARUS SUR LE MEXIQUE :

1) Revue *Quatrième Internationale* ancienne série : sur les événements de 1968 analysés à l'époque : no 34 (novembre 1968) : « Comment débuta la répression au Mexique» et no spécial Amérique latine (juin 1970) : « Lettre aux étudiants mexicains en lutte » par Victor Rico Galan et « point de vue » du Groupe communiste internationaliste du Mexique sur cette lettre.

2) *Inprecor* ancienne série :
* un militant assassiné, no 14-15, 12 décembre 1974
* Structure industrielle et problèmes conjoncturels, P. Salama, no 16-17, 16 janvier 1975
* Le déclin du bonapartisme, A. Rios, no 19, 13 février 1975
* Congrès du CGI, tournée de meetings d'Ernest Mandel, no 35, 9 octobre 1975
* Le successeur d'Echeverria : un ami de l'impérialisme et de la bourgeoisie mexicaine, A. Rios, no 37, 6 novembre 1975
* Vague de répression, idem
* 200000 travailleurs manifestent, no 43, 5 février 1976
* élections mexicaines : G. Casillas, no 57, 9 spetembre 1976
* Unification des trotskystes au Mexique, no 60, 21 octobre 1976
* Dévaluation du peso et crise économique et sociale, A. Cuadros, no 64, 9 décembre 1976

Inprecor nouvelle série : * Le meurtre d'A. Peralta, no 26, 26 mai 1977
* Le développement du PRT et de la gauche mexicaine, A. Rios, no 8, 9 juin 1977
* La montée des luttes paysannes, E. Morales, no 8 et 9, 9 et 23 juin 1977

l'endroit, ils lui firent une visite protocolaire et se mirent à sa disposition. Adoptant la manière locale de parler, ils utilisèrent un langage accessible aux paysans : *«Dieu ne veut pas que d'autres accidents comme celui-ci se reproduisent». «Nous ferons aux victimes un enterrement chrétien». «Leurs âmes montent la garde pour veiller à ce que plus aucun camion ne passe avant qu'ils aient accepté de payer des indemnités.».*

Les brigades, qui comprennent un éventail de tendances allant des sociaux-démocrates aux trotskystes, constituent la base d'un autre processus dont la force grandit dans le mouvement.

Les membres des brigades eux-mêmes ont perçu la nécessité, pour avoir une orientation politique, d'une organisation dans laquelle les nouvelles étapes pourraient être discutées, d'un cadre politique unifiant centralisant et rendant leurs efforts plus efficaces.

L'avant-garde du mouvement est en train d'en arriver à la conclusion de la nécessité d'un groupe politique, d'une organisation marxiste-révolutionnaire.

Le mouvement spontané a donc retenu la leçon que les petites organisations d'avant-garde ont cherché à inculquer pendant des mois.

Depuis les événements révolutionnaires de mai dernier en France, qui ont eu de grandes répercussions au sein de l'avant-garde à l'UNAM et à l'Institut polytechnique national, un secteur des étudiants marxistes-révolutionnaires a commencé à travailler à la formation d'une organisation de jeunesse marxiste-révolutionnaire. Ce projet a été discuté et un comité de coordination mis sur pied qui a entrepris de rédiger les principaux documents.

Les discussions sur la nature spécifique du groupe à former décidèrent de sa formation officielle et c'est au beau milieu du travail organisationnel que se produisirent les événements de juillet et août.

Naturellement les réunions organisationnelles préparatoires furent suspendues. Le mouvement qui s'épanouissait dans les rues et les campus réclamait toute l'énergie des militants. Mais le mouvement se prolongeant, ils réalisèrent l'urgence de construire un groupe marxiste d'avant-garde pour orienter leur activités. Ainsi, se réalisa une conjonction entre l'avant-garde marxiste et l'avant-garde du mouvement qui avait surgi pour des causes profondes, celles de l'ordre national et international qui a engendré la révolte étudiante dont nous sommes témoins aujourd'hui à l'échelle mondiale.

LE REGIME SECOUE PAR LA LUTTE DES ETUDIANTS

Quand le Président de la République, dans son quatrième rapport au Parlement, le 1er septembre a parlé pendant plus d'une heure des problèmes soulevés par le mouvement étudiant, l'impact politique de ce mouvement était indiscutable. Dias Ordaz nia l'existence de prisonniers politiques au Mexique, bien qu'il ait reconnu que quelques personnes essayaient d'obtenir l'amnistie pour eux. Mais quand la pression commença à se faire sentir, il refusa de l'accorder.

Il posa également la question de savoir si le Parlement devrait ouvrir une large discussion pour déterminer si la loi sur la «dissolution sociale», qui s'avérait inconstitutionnelle, devait être abrogée - son opinion personnelle étant qu'elle devait être maintenue. Pour finir, il exprima sa confiance dans les plus hauts fonctionnaires de l'armée (dont il fit l'éloge à plusieurs reprises) et même de la police. Il fit ainsi la démonstration du degré de rigidité et de sclérose qu'un système en décadence peut atteindre.

Dans leur réponse, les étudiants nièrent que le Président ait jamais offert une «ouverture» pour donner une issue au conflit. *«Le choix devant lequel nous nous trouvons placés, soit accepter ses solutions, soit s'attendre à une répression totale est un faux dilemme parce qu'il n'offre aucune solution sur les deux points mentionnés dans son rapport; les autres points n'ont pas reçu la moindre attention.»*

La société bourgeoise mexicaine dans son ensemble a affronté avec sang-froid le défi lancé par la jeunesse étudiante du pays. D'où venaient ces rebelles ? Comment était-il possible que les calmes années précédentes aient pu créer cette jeunesse qui montrait, si nombreuse, comme elle était fière de brandir le portrait du Che ?

Le Président de la République lui-même, depuis la plus haute tribune du pays, a montré à quel point il partageait la perplexité de sa classe. Dans son rapport, il ne put résister à la tentation de faire référence aux *«modernes philosophes de la destruction»*.

D'autres commentateurs, qui partagent ses conceptions, comme Augustin Barrios Gomez, ont précisé dans la presse, à la radio et à la télévision les allusions du Président : il s'agit de la philosophie marxiste depuis ses fondateurs jusqu'à ses porte-parole modernes les plus représentatifs : Che, Marcuse, Mao, Ho Chi Minh, Fidel Castro, etc.

Evidemment, la même presse n'a pas oublié ces «groupuscules», qui sont à la fois tellement méprisés et craints, les «partis communistes trotskystes».

La bourgeoisie nationale, et ses nombreuses organisations, a fait campagne pour soutenir la politique du régime avec des déclarations quasi quotidiennes dans la presse.

Mais il existe cependant des divergences profondes sur les mesures à prendre dans cette situation. La crainte principale de la bourgeoisie porte sur la rapidité avec laquelle les idées révolutionnaires authentiques peuvent maintenant [illegible] une oreille réceptrice p[illegible] masses.

France

Actualité de la révolution

Une interview de Daniel BENSAID, membre du Bureau politique de la LCR (section française de la IVe Internationale)

Nous disions de mai 68 qu'il s'agissait d'une crise « pré-révolutionnaire ».

N'est-il pas simplificateur de brandir notre trilogie tragique du XXe siècle : les trois révolutions françaises trahies par le PCF : Front populaire, 1944-47, mai 68 ?

Dès 1968 nous avons discuté les caractérisations possibles des « événements » de mai : crise révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. En utilisant les classiques - Lénine : *« la faillite de la IIe Internationale »*; Trotski : *« Histoire de la révolution russe »* - et leurs critères : ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant et ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant... etc. On a eu la prudence de définir mai 68 comme crise « pré-révolutionnaire » en insistant sur l'importance de l'existence du facteur subjectif, le parti révolutionnaire, pour que la crise , devenue révolutionnaire, puisse déboucher. Nous étions conscients à l'époque de l'inexistence de ce parti, ou de son état à peine embryonnaire, et donc du fait qu'il était impensable que le pouvoir puisse être pris dans ces conditions; nous marquons par là même les limites de mai, et celle du soulèvement spontané des masses. Mais il était néanmoins parfaitement juste, face au verrou réformiste et aux théories universitaires dominantes, brodant toutes sur la passivité et l'embourgeoisement du prolétariat des pays capitalistes avancés, de souligner avec force ce que soulignait 1968 : la vivacité des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière, l'intensité de la lutte de classe, l'actualité de la révolution.

Alors, ce que, sans doute, nous n'avons pas fait, c'est de tirer toutes les conclusions de notre analyse : l'absence du parti révolutionnaire, ce n'est pas un simple élément manquant à un assemblage, mais cela conditionne les formes mêmes de la radicalisation, les luttes et les revendications de la classe ouvrière. L'inexistence du parti révolutionnaire n'est pas étrangère au fait que la grève générale la plus importante de l'histoire du mouvement ouvrier français n'ait vu se poser que des revendications, somme toute, assez modestes : aucune plate-forme revendicative globale n'annonce ce qui se passera ultérieurement à Lip sur les problèmes de la réorganisation du travail, sur les formes de lutte; nous avons nous-mêmes monté en épingle les formes d'auto-organisation les plus avancées (comités de grève élus, ce qui était exceptionnel - voir le livre de Jacques Pesquet : *« Des soviets à Saclay »*, Maspéro, 1968), certaines étant plus ou moins imaginaires : on a parlé de la remise en marche de la production à la CSF de Brest (fabrication de talkie-walkies et d'appareils électroniques), cela relève de la légende. Or le caractère exceptionnel et numériquement restreint de ces exemples - qui avaient au moins le mérite de montrer la voie - est significatif de la limite du niveau de conscience et d'organisation. Nous aurions disposé à l'époque ne serait-ce que de l'organisation révolutionnaire actuelle avec quelques centaines de militants ouvriers implantés portant le débat dans les entreprises, dans les syndicats, on aurait eu des caractéristiques de la grève générale qualitativement différentes. De ce point de vue, on peut dire de 1968 que ça a été le révélateur et le point de départ d'immenses luttes ouvrières en Europe, et en même temps, quelque-chose de fort limité en soi et même comparativement aux crises précédentes de 1936 et 1945.

Alors, justement, rétrospectivement, ne peut-on pas dire que l'importance politique de 1968, c'est davantage la dimension sociale de l'héritage de 1968 (crise des valeurs et des institutions bourgeoises, crise globale de la société capitaliste) que la façon dont, concrètement, le problème du pouvoir a été posé quelques jours durant ?

Quand on dit dimension sociale, on a tendance, aujourd'hui, à voir les mouvements sociaux qui se sont développés depuis : mouvement des femmes, mouvements écologiques, caractéristiques des luttes ouvrières... 1968, comme point de départ, c'est patent dans certains cas : l'insolence ouvrière, la mise en cause de la hiérarchie, la volonté de prise en charge de la production... qui se sont exprimées dans les discussions. Mais prenons le cas des femmes : leur participation a été massive, spécifique et souvent décisive dans tous les grands mouvements populaires et prolétariens de l'histoire de France, à commencer par la révolution de 1789, en passant par les journées de 1848 et sans oublier la Commune de Paris, eh bien, regardons la littérature sur mai

depuis dix ans : très peu de traces d'une apparition spécifique des femmes. La non-émergence en 1968 d'un mouvement de femmes est un indice supplémentaire des limites de ce mouvement là et du hiatus existant entre la combativité qui a surpris le mouvement lui-même et le fait qu'il n'y ait pas eu le temps de mûrissement suffisant pour que toutes les potentialités puissent s'exprimer. Autre exemple, on ne peut pas dire que les préoccupations écologiques étaient très présentes en 1968; on comprend plutôt l'explosion écologique par la réaction au remplacement brusque de l'idéologie de la société de consommation, caractéristique des années de prospérité post-guerre mondiale (et encore sensible en 1968), par la récession de 1974-75, les débats sur la croissance zéro, les inquiétudes des capitalistes eux-mêmes devant la crise croissante de leur société. Quant au mouvement des soldats, devenu depuis 1973 une donnée permanente de la situation politique avec la multiplication des comités, les revendications propres des soldats et la remise en cause de l'embrigadement militaire, nous ne pouvons en citer, en 1968, que quelques cas exemplaires, tel le fameux régiment de Mutzig dont les soldat avaient publié en tract leur refus de servir contre les grévistes. Là encore, nous voyons à la fois les prémisses des développements futurs mais également les limites très précises de ces phénomènes sur le moment.

Quant au plan politique, il nous apparaît évident que nous ne poserions pas le problème du pouvoir aujourd'hui comme nous l'avons fait alors. Nous pensons avoir mûri les leçons, la démarche, la réflexion sur des éléments de stratégie révolutionnaires largement enfouis ou dont la continuité a été coupée depuis les premières années de l'Internationale communiste, et évidemment pendant toute la période de réaction stalinienne. Par exemple nous avancions « centralisation des comités de grève ». Bien ! Ce n'était pas faux, bien sûr : la propagande pour la centralisation des organes de direction de la grève et pour un comité central de grève, cela fait partie de la tradition classique. Ceci dit, pour dépasser la propagande, encore eût-il fallu qu'il existe déjà des expériences assez massives et significatives de comités de grève, impliquant des non-syndiqués et apparaissant comme plus légitimes et plus représentatives que les directions syndicales elles-mêmes. Or, on ne peut pas dire qu'en 1968, la direction de la grève ait été réellement disputée aux directions syndicales par un processus d'auto-organisation. Les quelques exemples connus de débordement ne suffisent nullement à rendre agitatoire le mot d'ordre de comité central de grève, à lui donner quelque crédibilité, à le rendre concret. Aurions-nous dû, en 1968, avancer le mot d'ordre de gouvernement PC-PS alors que ces partis négociaient avec Mendès-France le contenu d'un « gouvernement populaire » ? Il est sûr que les mots d'ordre politiques centraux sont restés extrêmement limités et cela encore pendant plusieurs années. En revanche, 1968 marque le renouveau de notre réflexion sur un problème-clé : celui de la grève générale et de l'auto-organisation.

Et la grève générale, comme donnée première d'une réflexion stratégique, ouvre en France la possibilité d'une alternative à la politique électoraliste, parlementaire des directions traditionnelles. Désormais la réflexion sur 1968 devra être couplée avec ce qui apparaît comme son revers : l'échec électoral de 1978. L'expérience restait inachevée; ce qui fait qu'il est difficile de parler de 1968, c'est qu'il ne s'agit pas d'une expérience close, se suffisant à elle-même : on est encore en plein 1968 dans la mesure où les leçons de 1968 ne sont pas celles de mai-juin, mais celles de dix années allant de la grève générale à la mise sur pied du programme commun et de l'Union de la gauche et jusqu'à la trahison électorale de mars 1978 parachevant la trahison de 1968; il appartient à l'avant-garde d'en tirer les bases d'une alternative politique et stratégique.

1968
3 mai
Article de Marchais dans
l'Humanité

« De faux révolutionnaires à démasquer. »

« Comme toujours lorsque progresse l'union des forces ouvrières et démocratiques, les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les mileux... A l'Université de Nanterre, par exemple, on trouve : les « maoïstes », les « Jeunesses communistes révolutionnaires », qui groupent une partie des trotskystes, le « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires », lui aussi à majorité trotskyste, les anarchistes, divers autres groupes plus ou moins folkloriques... Malgré leurs contradictions, ces groupuscules - quelques centaines d'étudiants - se sont unifiés dans ce qu'ils appellent « Le Mouvement du 22 mars Nanterre », dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit... Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués, car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et les grands monopoles capitalistes... »

Non seulement la bourgeoisie a gardé le pouvoir, mais, en dépit de la persistance de la crise sociale globale et de la crise économique, il semble que la classe dominante ait été capable de porter aux travailleurs français, depuis au moins le premier gouvernement Barre (août 1976), des coups plus sérieux que dans les années précédentes. Alors n'avons nous pas eu tendance à être trop optimistes, à croire que d'elles-mêmes les luttes ouvrières parviendraient à trancroître à nouveau en crise révolutionnaire (nous disions de Mai

qu'il s'agissait d'une «répétition générale») ? Et n'est-il pas légitime de se demander si le récent échec électoral ne marque pas, en somme, la fin d'une période, celle ouverte par mai 68, justement ?

La chose est délicate et je vais être prudent ! Mais le point de départ qui reste absolument vrai, sur lequel nous n'avons guère commis d'erreur, c'est que 68 marque le début d'une montée impétueuse des luttes et du mouvement ouvrier en France et à l'échelle européenne. Prenons l'ensemble : mai 68 en France, les luttes de l'automne 69 en Italie, l'explosion 74-75 au Portugal, les six premiers mois de 1976 en Espagne, pendant lesquels fut battu le record mondial des journées de grève, de nouveau le mouvement ouvrier italien en 1976, on ne peut nier le développement explosif du mouvement ouvrier d'Europe occidentale. Si on nie cela, si on reste sceptique devant la succession des hauts et des bas qui jalonnent la lutte de classes, on méconnaît les tendances profondes et fondamentales de la situation politique. Impossible de comprendre l'après-franquisme sans prendre en considération cette montée des luttes ouvrières; les opérations internes au régime en décomposition ne peuvent rendre compte du processus; mais les grèves de février 76 à Madrid et l'explosion au Pays basque après le massacre de Vittoria ont précipité la chute du gouvernement Arias et la mise en place de l'institutionnalisation démocratique autour du gouvernement Suarez.

En France, on n'atteint pas ces cimes, pour des raisons d'abord économiques (or nous avons commis des erreurs d'analyse sur l'évolution de l'économie française et sur les conséquences politiques de cette évolution au temps des contrats de progrès de Chaban-Delmas et de la dévaluation du franc en 1969); mais même sans parler des plus grandes grèves ouvrières (1947-48 , 1953, 1963); le niveau moyen des grèves reste supérieur à ce qu'il était dans la décennie antérieure. Même si le nombre des journées de grève est, en France, trois fois moins élevé qu'en Angleterre, 4 fois moins qu'en Italie. Par ailleurs, il faut noter que l'augmentation des conflits, de leur durée... ne s'est pas traduite par un renforcement proportionnel des organisations ouvrières et de leur audience; les effectifs syndicaux ont stagné par rapport au nombre de salariés et la CGT a connu un recul si les autres syndicats se sont maintenus. Nous retrouvons là le couple paradoxal hérité de 68 : combativité/faible niveau de conscience n'engendrant guère de progrès des organisations ouvrières sinon au plan électoral, ce qui, sans être négligeable, reste beaucoup trop limité.

Dès lors faut-il conclure que nous avons commis d'importantes erreurs de pronostic ? L'appréciation sur le développement des luttes était correcte; elle s'est trouvée confirmée même en tenant compte des nuances apportées pour la France. Le point sur lequel nous avons eu une vision assez unilatérale des processus sociaux, des luttes montantes, c'est **notre sous-estimation du poids, de la capacité d'intervention, de division et de démobilisation des appareils réformistes** qui restaient majoritaires dans la classe ouvrière de l'ensemble des pays concernés. Nous avons mal jaugé la dialectique entre la radicalisation sociale et la politique des directions réformistes. Regardons les deux ans écoulés pour mieux comprendre les perspectives. En France, PS et PC organisent l'échec électoral en divisant la classe ouvrière. Mais la question se pose aussitôt après : pourquoi cette division a-t-elle pu s'imposer sans rencontrer de résistance unitaire à la base du mouvement ouvrier, des débordements, des initiatives de ruptures nettes et plus massives d'avec les appareils, ce qui aurait pu être le cas si la maturité subjective de la classe ouvrière avait été plus forte ? Trois facteurs permettent de répondre :

- d'abord les effets de la récession de 74-75, des politiques d'austérité pratiquées dans les différents pays avec la stabilisation d'un nombre de chômeurs considérable : sans qu'il y ait où que ce soit de défaite ouvrière, on peut parler d'une usure de certains secteurs, une fragmentation des fronts de lutte aboutissant à un affaiblissement indéniable des réactions nécessaires aux attaques capitalistes;

- en second lieu, la politique des réformistes, leur tactique de luttes, leur électoralisme, désarment et désorientent jusqu'aux éléments d'avant-garde;

- enfin la dialectique cumulative de défaites partielles et limitées en Europe du sud dont parle E.Mandel à la fin de son article et dont il semble sensé de dire qu'aucune d'entre elles ne constitue en elle-même un revers décisif (on ne peut même pas comparer la défaite du 25 novembre 75 au Portugal aux journées de juillet 1917 en Russie) mais que leur conjonction en France, en Espagne, en Italie et au Portugal, inaugure vraisemblablement **une nouvelle situation politique dans laquelle, sans renversement qualitatif des rapports de forces, les problèmes se posent différemment, de façon plus difficile pour les luttes quotidiennes des travailleurs et surtout pour articuler leur combat contre l'austérité avec les débouchés politiques centraux.** Mais cependant, cette nouvelle situation, ces nouvelles difficultés s'accompagnent d'une réflexion et de discussions politiques relativement intenses et la néces-

4 mai 1968
Une déclaration de la municipalité de Nanterre

« Certains groupuscules (anarchistes, trotskystes, maoïstes, etc) composés, en général de fils de grands bourgeois, et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté (dégradation de locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens, etc.). »

sité de réels débouchés politiques ne fera que se poser sans cesse davantage pour un nombre croissant de travailleurs avancés et de responsables syndicaux qui en même temps s'efforcent de cerner les responsabilités des échecs et les moyens de les surmonter. Les rapports entre mouvements de masse et débouchés politiques sont plus que jamais à l'ordre du jour. Et le passage, au cours de la décennie, du mouvement de masse sans débouché au débouché électoral sans mouvement de masse, est assez bien perçu par un ensemble nullement négligeable de militants ouvriers. Nouvelle situation politique : oui; changement de période, c'est pour le moins prématuré.

●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●

Plus précisément, peut-on s'attendre, paradoxalement, au fait que les échecs répétés des partis ouvriers majoritaires en Europe occidentale aient comme conséquence une profonde contestation de la ligne adoptée par ces partis, en spécifiant que cette contestation ne semble plus confinée à quelques intellectuels jadis peu dangereux pour les directions et en espérant que cette contestation ne soit pas unilatéralement droitière, accentuant le cours « eurocommuniste » des partis staliniens?

Le fait que les ouvriers embrayent ou non sur le débat lancé dans le PCF par exemple dépend très largement des luttes à venir et du type de leçons qui seront tirées ou non sur la base des années précédentes. Il est impensable qu'une opposition ouvrière de gauche puisse se développer dans un contexte un tant soit peu calme socialement. Le marxisme a quand même une logique et c'est bien la moindre des choses qu'elle s'exprime - et que nous la comprenions! Ou bien on diagnostique un reflux croissant et alors, il est vraisemblable que les partis réformistes ne connaîtront que des effritements et de petits éclats sur la gauche tandis qu'ils engendreront essentiellement des courants opportunistes de droite accélérant - pour ce qui est des PC - leur processus de « social-démocratisation ». Ou bien on pense qu'il n'y a pas de retournement dans la période et par conséquent, soyons cohérents, les contestations, déjà perceptibles, iront dans deux directions : une systématisation à droite à la Elleinstein, qui peut d'ailleurs emporter le soutien d'une partie de la bureaucratie syndicale, mais également une ou plusieurs vagues de critiques, de ruptures à gauche, susceptibles de donner naissance à des courants plus ou moins importants, centristes de gauche, au sein des partis ouvriers réformistes et dans les syndicats. Voilà un pronostic qu'on peut faire... à condition de rester prudents sur les rythmes... Les attaques contre la classe ouvrière continuent et continueront; il n'y a pas eu de défaite majeure interdisant au prolétariat de se battre; et même, le PCF s'est - verbalement - démarqué du PS en refusant de gérer ou cautionner l'austérité mais en se gardant bien d'impulser des batailles réelles accordant les actes aux proclamations. Mais cette passivité organisée tiendra-t-elle le coup devant les attaques répétées du patronat et de l'austérité ? Le pronostic sur la situation et la période est largement fonction de la réponse donnée à cette question là. Si les licenciements se multiplient avec les fermetures d'usines sans coup d'arrêt, si dix ou vingt luttes dans des secteurs importants de la Fonction publique, dans des bastions de l'industrie, se soldent par des défaites importantes et successives, bien évidemment, le cours de la démoralisation deviendra considérable avec ce qu'il peut engendrer. Au contraire, si autour de quelques pôles de résistance, se cristallise une contre-offensive, immanquablement, s'approfondira et s'élargira la remise en cause critique de la stratégie des directions réformistes politiques et syndicales, au moins au sein d'une avant-garde ouvrière, laquelle, tout le monde est désormais d'accord sur ce point, se radicalise principalement dans les partis réformistes et les syndicats.

●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●●

Arrivons-en à l'extrême-gauche; n'est-elle pas dans une situation paradoxale : nombre des thèmes qu'elle était seule en 68 et depuis à mettre en avant sont passés dans les faits ou sont repris à son compte par le mouvement ouvrier organisé (revendications sur le cadre de vie); elle a même acquis une place à part entière sur la scène politique, même au plan électoral, mais à peu près partout, on la dit en crise, et notamment en Italie, voire en France. En particulier, ici, en France, nous avons rencontré depuis 2 ou 3 ans des difficultés croissantes à organiser des campagnes communes avec les autres organisations révolutionnaires. Alors deux problèmes : d'abord, dans ces conditions qu'elles sont, d'après toi, les perspectives de l'extrême-gauche en Europe et en France ? Ensuite, en nous retournant sur notre propre passé, qu'elles sont les principales erreurs politiques que nous avons commises au cours des années récentes ? Aurions-nous pu faire sensiblement mieux? La lenteur plus importante que prévue du processus révolutionnaire est-elle due uniquement à des facteurs objectifs?

La crise des organisations révolutionnaires en Espagne, au Portugal, en Italie, en France est une donnée qu'on ne peut ignorer. Ceci est lié au fait que la plupart de ces organisations sont des produits de la radicalisation d'après 68, sans attaches historiques avec le mouvement ouvrier international. D'où un désarmement évident devant le problème central : l'unification de la classe ouvrière, et donc le rapport de ces nouvelles organisations avec celles, majoritaires, syndicales ou politiques. C'est encore plus vrai pour les courants maoïstes qui commencent par enterrer les partis réformistes, les PC, pour se réveiller brutalement lorsque le poids, au moins électoral des réformistes les rappelle à l'ordre et aux réalités et même lorsque des différenciations internes se font jour au sein de ces partis. C'est ainsi qu'on a pu voir le PC espagnol capable de réintégrer, réabsorber certains groupes comme Bandera Roja. Sans une ligne d'opposition programmatique et stratégique d'ensemble combinée avec une bataille systématique pour l'unité ouvrière et le front unique avec ces partis, la plupart des groupes d'extrême-gauche n'ont cessé de balancer entre le rejet gauchiste, la surestimation du rapport de forces - comme au Portugal lors de la préparation du 25 novembre 75 - et une adaptation opportuniste aux partis réformistes ou une tactique de pression sur ces partis, s'inscrivant pour l'essentiel dans la logique de ces derniers. Exemple type : le PDUP italien qui apparaît bien comme un groupe critique du PCI mais en rien comme une alternative organisationnelle et stratégique; ou encore, en Espagne, un groupe maoïste important comme le PT apparait sur les mêmes positions que le PCE, voire à sa droite en ce qui concerne les alliances avec la bourgeoisie... En France, si l'on en juge par les élections législati-

ves et les campagnes menées par les diverses organisations à la gauche du PCF, le bilan est loin d'être brillant. En quoi ont-elles mené bataille contre la politique de division de la classe ouvrière du PS et du PC ? Et en quoi ont-elles préparé l'après-élections ? Et là, il faut dire que même les organisations supposées plonger leurs racines dans l'histoire du mouvement révolutionnaire et avoir des références et des traditions, comme *Lutte ouvrière* et l'*OCI*, issues du mouvement trotskyste et continuant à s'y référer, n'ont été en rien garanties ni prévenues contre des dérapages importants; soit adaptation aux appareils réformistes en ce qui concerne l'*OCI* (campagne exclusivement centrée sur le désistement sans intervenir dans le débat programmatique, ce qui ne prépare en rien l'échéance électorale et ses lendemains et ce qui apporte un secours nullement critique à la direction social-démocrate face à la direction du PC), soit abstention, comme *Lutte ouvrière*, sur la nécessité de battre la droite, sur l'unification de la classe ouvrière, sur le désistement, sur la nécessité d'un gouvernement du PC et du PS...,etc.

Finalement, notre problème, quel est-il ? C'est que notre situation est assez inédite. Nous voulons construire des partis ouvriers révolutionnaires à partir d'une extériorité quasi totale par rapport à la classe ouvrière; ce qui n'était pas le cas des PC par rapport aux PS. De ce fait, tout notre acquis véhiculé au fil des décennies d'isolement sur le front unique ouvrier (FUO), sur les revendications transitoires, mis en avant à titre propagandiste, et plus ou moins adressé aux militants des partis réformistes pour qu'ils le reprennent à leur compte, nous avons dû le mettre en pratique en tant que ligne autonome, d'une organisation majeure même si numériquement limitée. On bute donc sur des problèmes tactiques et politiques concrets, insolubles par le simple retour aux textes. Voilà qui explique que chaque groupe se réclamant du trotskysme ait sa propre interprétation des textes en question et des réactions si différentes par rapport à une situation donnée.

1968
6 juin

LA JUSTE POSITION

Dans son dernier communiqué, le Bureau confédéral de la CGT, « estime que partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité ». La grande organisation syndicale donne, disons cela, une nouvelle preuve de son sens des responsabilités au service de la classe ouvrière. Nous approuvons pleinement, quant à nous, sa juste position.

» Toute autre attitude fournirait à de Gaulle le prétexte qu'il attend. Il faut le souligner d'autant plus que des groupes pseudo-révolutionnaires, après s'être ingéniés à saboter le grand mouvement en cours sous le prétexte que les revendications n'auraient plus d'intérêt, essaient à présent d'empêcher la reprise du travail là où la conclusion victorieuse a couronné la lutte...

» La défaite de ceux qu'ils servent sera en même temps leur propre défaite. » (Etienne Fajon).

Avons-nous commis des erreurs majeures et aurions-nous pu changer le cours des choses ? Nous avons commis des erreurs importantes au cours de la décennie écoulée, c'est indiscutable : jusqu'à 1972, le problème qui nous opposait principalement aux réformistes, c'était la tactique des luttes, le «oser lutter», «comment lutter»... Présenter dans les syndicats les augmentations égales de salaires contre les revendications en pourcentage, ou l'échelle mobile, suffisait à faire clivage par rapport aux directions pendant la signature des contrats. Lors de la signature du Programme commun, nous avons assez vite compris qu'il y avait un changement de situation politique, bien que le 3e congrès de l'ex-Ligue communiste (décembre 1972) n'ait pas évité erreurs et tâtonnements; mais il faut reconnaître que l'assimilation du changement et de ses conséquences sur notre orientation, a demandé plusieurs années et ne trouve son aboutissement qu'à présent. Nous n'avons pas devancé fondamentalement la situation, nous l'avons comprise au fur et à mesure avec des adaptations successives. Alors, oui, nous aurions eu une ligne plus claire d'emblée et avant tout sur le front unique, nous aurions pu peser autrement sur la situation et d'abord sur l'évolution des organisations d'extrême-gauche et leurs débats d'orientation, tout en conquérant par ailleurs des positions plus importantes. Changer radicalement le cours des choses, ça, je ne pense pas que c'était possible, il y a des rapports de forces par-dessus lesquels il est impossible de sauter.

Mais il faut bien comprendre qu'en 1968 même, le problème du front unique s'est posé de façon bien abstraite : la limite des phénomènes d'auto-organisation a fait que les militants du PC n'ont guère été impliqués dans des structures où ils auraient eu à répondre de leurs faits et gestes et à sortir du terrain parlementaire et électoraliste; il y avait une coupure à peu près totale entre le terrain des luttes où nous intervenions dans la limite de nos forces et le terrain parlementaire que nous laissions évidemment aux réformistes, lesquels en faisaient, bien sûr, le seul débouché politique central envisageable. Nous n'avons rattrapé notre retard sur le front unique que lorsque le

Programme commun et le renouveau du PS l'ont rendu à nouveau actuel. Nous aurions dû, nous aurions pu éviter ce retard et les erreurs concommittantes; mais au-delà de la continuité programmatique de la IVe Internationale, il y eut, de fait, une certaine discontinuité de générations militantes qui rend compte en partie des erreurs commises en 68 et depuis...

Sans rentrer ici dans le détail de nos erreurs manifestes, il faut insister sur leur tronc commun : liée à l'inexistence d'une problématique de front unique jusqu'en 1972, la faiblesse insigne de nos revendications transitoires dans la mesure où nous pensions largement, depuis 68 en termes de débordement généralisé. Ce qui nous faisait tenir en suspicion tous les mots d'ordre de contrôle ouvrier et nous contenter d'une analyse très rudimentaire des mouvements et des contradictions de la conscience de classe, et notamment des rapports entretenus par les travailleurs avec les organisations réformistes. De là découle toute une désarticulation des batailles pour le contrôle, pour les mots d'ordre transitoires et sur la formule de gouvernement qui devrait couronner notre démarche.

Sous cet angle, dans telle ou telle lutte, on peut trouver des traces de positions gauchistes ou basistes ayant marqué nos activités, encore que chacune d'entre elles devrait être remise chaque fois dans son contexte plus complexe qu'il n'y paraît; mais le cadre général est bien celui décrit à l'instant. Et depuis 1972, il y a mise en marche d'un processus de corrections avec leurs inachèvements, leurs contradictions, leurs erreurs partiellement maintenues...

Il reviendra au 3e congrès de la LCR de revenir sur l'ensemble de ces questions, car si nous attendons des travailleurs avancés qu'ils tirent leur bilan de la décennie écoulée, à nous de faire de même ! Ce congrès devra systématiser nos évolutions des dernières années, caractériser la période, revenir sur notre bataille de l'an passé pour l'unité de la classe ouvrière, tirer le bilan de l'Union de la gauche et faire le point sur l'extrême-gauche. Voilà quatre éléments centraux permettant de tourner la page après les dix ans que nous venons de vivre. Mais l'essentiel est que le congrès porte sur les tâches qui vont être les nôtres dans la période qui s'ouvre...

ALORS COMMENT S'ETONNER QUE...

Comme l'ont écrit deux journalistes bourgeois britanniques :

«Mais le paradoxe qui se trouve sous ce chaos contrôlé est que les syndicats communistes et le gouvernement gaulliste qu'ils paraissent défier se trouvent en réalité du même côté de la barricade. Il défendent la société française telle que nous la connaissons... Le Parti communiste s'est ainsi révélé comme l'ultime bastion de la société de consommation que les étudiants bolcheviks s'étaient engagés à détruire. C'est comme si Washington et Moscou s'étaient mis ensemble pour mettre à terre Hanoï.» (P. Seale et M. McConville, *The Observer*, 19 mai).

Elargissons enfin au plan international : la IVe Internationale a analysé 1968 comme «l'année tournante de la situation mondiale» avec l'offensive du Têt vietnamien pour ce qui est de la révolution coloniale, le «Printemps de Prague» illustrant la montée de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés et les crises prérévolutionnaires française et italienne, point de départ de la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés. Là encore, on est tenté de se demander si nous n'avons pas surestimé la convergence des trois secteurs de la révolution mondiale.

L'unité - frappante - de la révolution mondiale en 1968 était immédiatement perceptible pour les révolutionnaires de l'époque, vu l'origine idéologique de la radicalisation étudiante. Cela nous a servi tout en entretenant, sans doute, certaines illusions. L'enthousiasme révolutionnaire massif de ces années s'est largement nourri de cette simultanéité et de la possibilité de s'identifier assez facilement avec une figure comme celle du Che par exemple ou avec la révolution vietnamienne. D'autant que cette dernière était une composante du mouvement communiste international incarnant des perspectives de victoire révolutionnaire à court terme. Aujourd'hui, nous assistons à un éclatement complet des références pour qui ne possède pas à 100% le programme global, la vision historique totalisante de la révolution mondiale, l'analyse synthétique du stalinisme : ceux qui se sont adonnés à défendre la révolution vietnamienne restent perplexes devant la guerre Vietnam/Cambodge; ceux qui se reconnaissaient dans la révolution culturelle ont dû assister aux péripéties tumultueuses de la «bande des 4» et autres...

En Amérique latine, une série de défaites... Tout cela a provoqué un reflux de l'internationalisme spontané des années 60 et donc une difficulté croissante à mener des campagnes internationalistes conséquentes, même à l'égard de la révolution portugaise... Quant à l'Afrique et au Moyen-Orient, le fait que les directions ne soient pas d'origine et de tradition communistes, constitue un facteur de doute et de confusion et empêche les mouvements de ces pays d'avoir le même pouvoir cristallisateur des rapports de forces internationaux que les révolutions précédentes, du point de vue de l'avant-garde qui se dégage.

Voilà qui justifie plus que jamais l'existence, le rôle de la IVe Internationale et les efforts que nous consacrerons encore davantage à son développement...

Italie

Le mouvement étudiant ne peut pas mourir

A.Cajelli
C.Zavattero
F.Ranghino
G.Cessario

Ce qui se développe, plus qu'une critique à l'idéologie dans l'idéologie, est une critique plus directe aux mécanismes de la société capitaliste qui produisent chômage, sous-emploi, marginalisation et misère.

Le texte que nous publions est tiré d'une brochure des camarades du GIR de l'Université de Turin. Son intérêt réside dans l'explication qu'il donne des différences entre le mouvement des étudiants de 1968 et le mouvement des étudiants de la période la plus récente. Les mobilisations les plus importantes de ce mouvement ont eu lieu dans une série de villes italiennes - de Turin à Bologne et Rome - entre janvier et mars 1977.

A l'origine de la crise de 1968, il y avait l'écart entre l'idéologie exprimée par l'école d'un côté et la réalité sociale et politique de l'autre. Pour ne donner qu'un exemple, alors qu'à l'école on étudiait les guerres puniques (1), au Vietnam une guerre éclata qui polarisa l'initiative des masses jeunes en Europe et dans le monde entier. Les mass media contribuaient à élargir parmi les masses des jeunes la conscience de cet écart. L'inadaptation à une institution particulièrement conservatrice, à une école tout à fait séparée de la réalité mouvante, stimulait une critique très violente de l'idéologie (les guerres puniques) au sein même de l'idéologie (l'école comme appareil idéologique). Le prolétariat qui n'avait accès au niveau le plus élevé de l'instruction que depuis très peu de temps et sous une forme contradictoire, n'avait pas eu le temps d'exprimer déjà sa propre inadaptation et de l'élever au niveau d'une critique radicale. C'est pourquoi il n'a été entraîné dans la contestation étudiante que plus tard. Au premier plan, on trouvait ceux qui avaient pu comprendre davantage la contradiction entre l'école et la réalité et exprimaient l'inadaptation à l'idéologie du « mérite », à savoir les secteurs de la petite-bourgeoisie qui depuis plus longtemps étaient intégrés dans le système d'instruction. L'avant-garde qui émergeait représentait surtout cette composante.

Mais la contradiction indiquée aurait pu être récupérée par le système si la société italienne avait disposé des instruments de compensation nécessaires, c'est-à-dire si elle avait eu la possibilité de réserver des secteurs privilégiés pour la force de travail intellectuelle, en réduisant ainsi le caractère explosif du mécontentement étudiant et en empêchant que l'inadaptation au contenu et au modèle de l'école ne se transforme en prise de conscience de la réalité de classe.

A la suite des modifications qui ont eu lieu dans le tissu social et donc parmi les étudiants eux-mêmes à cause de la crise structurelle du système capitaliste, les mobilisations des dernières années avaient commencé à avoir des traits différents.

Mais ce sont les luttes de 1977 qui ont fait tourner la page dans l'histoire du mouvement des étudiants. Les conditions objectives qui étaient à l'origine du mouvement de mars 1977 représentaient des contradictions absolument insolubles pour n'importe quel système capitaliste, justement parce qu'elles correspondent à des tendances structurelles du troisième âge du capitalisme.

Les éléments principaux qui caractérisent le nouveau mouvement sont : la scolarisation de masse, la transformation dans un sens de prolétarisation du corps des étudiants et le chômage des jeunes.

LA SCOLARISATION DE MASSE

La scolarisation de masse commencée dans l'après-guerre et accentuée dans les années 1970, a acquis des dimensions explosives, elle est le résultat :

a) de l'idéologie produite par les illusions du capital dans ses possibilités d'expansion illimitée dans la période d'après-guerre;
b) de l'exigence bourgeoise de préserver et mettre au jour l'idéologie de la mobilité, à savoir de disposer d'une école qui justifie les stratifications sociales sur la base de l'idéologie du « mérite »;

1) Les guerres puniques ont opposé au 3e siècle avant notre ère Rome et Carthage et ont abouti à la défaite d'Hannibal et à la destruction de Carthage.

c) de la fuite du travail salarié par les classes subalternes;
d) de la tentative d'échapper au chômage par une élévation du niveau de qualification.

Dans une première phase, la fonction objective de parcage de l'école a atténué les tensions sur le marché du travail. Mais aujourd'hui elle représente un élément de rigidité, aussi bien de la force de travail hautement qualifiée que de la main-d'œuvre employée dans l'industrie, elle comporte des disfonctionnements insurmontables dans le rapport de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

LE PROCESSUS DE DE PROLETARISATION

Le processus de prolétarisation de certains secteurs (tertiaire, techniciens, etc.) représente des tendances inhérentes au capitalisme du troisième âge. C'est l'organisation capitaliste du travail qui prolétarise ses secteurs, qui les intègre dans la classe ouvrière, qui parcellise rôle et fonction en faisant de l'homme l'esclave de la machine et en déqualifiant les professions.

Parmi les masses jeunes elles-mêmes, il y a une composante de plus en plus large de prolétaires, à savoir des jeunes qui ont prioritairement une activité de travail et qui étudient dans le temps qu'il leur reste. Ainsi, il existe un rapport, ne fût-ce que précaire et occasionnel entre l'étudiant et le monde du travail. Face aux effets de la crise économique, il y a un nombre croissant de jeunes étudiants disposés à s'engager dans des travaux précaires et mal payés. Certaines de ces activités sont développées tout au long de l'année et même pendant l'été au lieu de vacances. Bien qu'il soit difficile d'avoir des données exactes, des calculs approximatifs ont été faits sur la portée de ces phénomènes. D'après des sources syndicales de la CGIL, 60% des étudiants des universités travaillent, de même que 30% des lycéens et collégiens. D'après d'autres évaluations, seuls 45% des étudiants inscrits à l'université en 1977 peuvent faire leurs études à plein temps, 38 % représentent des étudiants à l'emploi précaire ou à la recherche d'un travail (étudiants-travailleurs), 17% représenteraient des travailleurs avec un emploi stable et à plein temps (travailleurs-étudiants).

Il faut ajouter les étudiants des institutions d'enseignement technique, notamment des centres de formation technique liés directement à des entreprises, qui sont en fait dans une condition de «prolétaires en formation». Ils sont souvent exploités dans les laboratoires des écoles, sans être rétribués; de toutes façons leurs intérêts sont intrinsèquement liés à la condition des salariés dont le sort futur est prédéterminé.

La figure de l'étudiant, à la suite de tous ces phénomènes importants est donc essentiellement différente de celle de 68. La sensibilité aux problèmes matériels les plus immédiats est beaucoup plus grande dans la mesure où les conditions de vie non seulement se détériorent sous le coup de la crise au sein de la famille (la dépendance économique et le chantage de la famille augmentent par conséquent), mais elles sont liées de plus en plus à des activités de travail proprement dites. L'inquiétude au sujet de son sort personnel s'entrelace avec la prise de conscience du lien étroit entre situation politique et chômage de masse. Si la caractérisation de la radicalisation des étudiants se limite de moins en moins à l'école en tant qu'appareil idéologique de médiation entre étudiants et réalité sociale, par contre elle se place dans la réalité sociale elle-même, cela ne signifie pas pour autant que la condition étudiante soit prolétarienne par elle-même.

S'il y a parmi les étudiants une composante prolétarienne, elle est déterminée par des conditions de travail extérieures à l'école. Il est important d'établir ce fait dans la mesure où en caractérisant comme productif ce qui n'est pas productif, par exemple l'école, on peut parfois démontrer que les étudiants, les femmes, les homosexuels, le mouvement des minorités raciales sont tous en tant que tels, partie prenante du prolétariat et donc force motrice de la révolution. Mais l'école est une forme particulière de manipulation de l'idéologie et de formation des cadres nécessaires au capital dont le système pourrait bien se passer en la remplaçant par d'autres instruments. En d'autres termes l'école est une partie de la superstructure qui peut se transformer au cours de l'histoire du capitalisme sans que le capitalisme en tant que tel soit remis en cause.

LE CHOMAGE DES JEUNES

Le chômage des jeunes a atteint en Italie un point plus élevé que dans d'autres pays européens. En 1975, d'après certaines études de l'Institut de recherche Censis, les jeunes à la recherche du premier emploi étaient 800000 environ. En avril 1977, sur un total de 1432000 personnes à la recherche d'emploi, les jeunes entre 14 et 29 ans étaient 1048000, soit 73%, mais d'autres évaluations officielles ou officieuses parlent d'un chômage des jeunes au-dessus de deux millions. En réalité, tous ces chiffres masquent un chômage caché qui pourrait faire monter les chiffres des jeunes sans travail à plus de trois millions. Le quotidien du PCI *l'Unita a calculé* d'autre part que dans les «aires de parcage» il y a aujourd'hui 3800000 étudiants en âge de travailler (ceux qui vont à l'école sont globalement douze millions), 80000 militaires du contingent, et 1018000 jeunes filles entre 14 et 25 ans classées comme «ménagères». A la base du chômage des jeunes il y a des phénomènes complexes contradictoires qui caractérisent désormais toutes les sociétés à capitalisme avancé. Mais le chômage des jeunes est aussi le résultat d'un changement du rapport de forces entre les classes. Dans une grande partie des pays européens, la classe ouvrière a réussi à arracher des conditions de travail plus favorables et pour les patrons il est plus difficile que dans le passé d'expulser la force de travail de l'usine et de se libérer à leur gré des ouvriers usés par l'exploitation ou ayant accumulé trop d'expérience de lutte. Il s'agit évidemment d'un élément qui pourrait changer mais de toute façon aujourd'hui, les patrons ont beaucoup moins de possibilités que dans le passé pour licencier leur main-d'œuvre. Cela est particulièrement vrai pour l'Italie, où, à cause du rapport de forces qui s'est établi après 1969, les licenciements n'ont pas, jusqu'ici, acquis la dimension qu'ils ont dans d'autres pays du monde.

Dans des périodes précédant le développement de l'école de masse, les chômeurs se recrutaient surtout parmi ceux qui n'avaient pas bénéficié d'une instruction. Aujourd'hui, ils apparaissent à tous les niveaux de qualification, y compris les plus élevés.

Le mécanisme de scolarisation, une fois qu'il est déclenché, produit un excédent et un gaspillage de ressources intellectuelles.

LES FRUITS AMERS DU COMPROMIS HISTORIQUE

Pour transformer la société italienne en évitant le bain de sang à la chilienne, le PCI a trouvé la solution : contracter une alliance solide avec le principal parti de la bourgeoisie ! Dans son livre publié récemment aux Editions La Brèche, (99, rue de l'Ouest, 75014 Paris), *«Italie, les fruits amers du compromis historique»*, Anna Libéra décortique minutieusement le processus aberrant qui pousse les dirigeants du PCI à désarmer complètement les travailleurs italiens dans l'espoir insensé d'atteindre durablement une coexistence pacifique entre les classes antagonistes. Elle déroule le cheminement du cours contre-révolutionnaire du PCI de la Libération anti-fasciste - où il participe activement à remettre en selle l'Etat bourgeois et la Démocratie chrétienne - jusqu'à nos jours.

Elle expose les analyses de l'Etat , de plus en plus éloignées de celles du marxisme, auxquelles le PCI est forcé de se référer en annexant d'ailleurs abusivement Gramsci. Quant à son exposé du rôle du PCI par rapport aux luttes du mouvement ouvrier dans la période récente, il est tout simplement dévastateur... Un livre parfaitement propre à armer les révolutionnaires contre la stratégie catastrophique d'un parti «eurocommuniste».

On se référera également aux articles portant sur l'Italie, publiés dans :
- «Inprecor», No 12,13,24,26.
- «Critique communiste», no 5,8/9,13 14/15.

ainsi qu'à : Henri Weber : «Le PCI, aux origines de l'eurocommunisme». (Editions Bourgois).

Le phénomène est évidemment aggravé par la crise, mais il s'était déjà manifesté dans des situations d'un équilibre plus grand entre école et marché du travail. En avril 1977, toujours d'après le Censis, 36,54% des 1 480 000 chômeurs, soit 393 000 étaient bacheliers ou diplômés. Mais d'après d'autres statistiques, élaborées un peu plus tard, sur la base des inscriptions aux listes prévues par la loi contre le chômage des jeunes, sur 647165 chômeurs, 375399, soit plus de la moitié étaient bacheliers ou diplômés de l'université.
36,54% sur 1480000 chômeurs, soit 393000 étaient bacheliers ou diplômés. Des statistiques élaborées un peu plus tard, sur la base des inscriptions aux listes prévues par la loi contre le chômage des jeunes, sur 647165 chômeurs, 375399, soit plus de la moitié, étaient bacheliers ou diplômés.

Le blocage de l'embauche dans les usines maintient stationnaire depuis plus de dix ans le nombre des titulaires d'un diplôme employés dans l'industrie (0,10 à 0,11% du total des employés d'usine). L'emploi public, déjà surchargé, ne réserve que des possibilités extrêmement restreintes et réservées aux clientèles du parti au pouvoir, alors qu'en même temps les listes des enseignants qui attendent un travail s'allongent de façon spectaculaire.

Dans d'autres périodes, le développement de secteurs productifs a permis d'absorber du personnel qualifié excédentaire. Aujourd'hui, cette possibilité est réduite à l'extrême d'autant plus que sur la base de l'accord du gouvernement italien avec le Fond monétaire international, la dépense publique subit des restrictions importantes.

La conscience de la nature transitoire de leurs conditions et le mythe, même déclinant de l'ascension sociale possible, rendait dans les années passées moins insupportable la condition des étudiants. Aujourd'hui, face à la poussée des masses vers l'instruction que la bourgeoisie n'a pas réussi à bloquer, face à une politique de réductions progressives des investissements dans ce secteur qui nous condamnent à une école de plus en plus inadéquate, même du point de vue des structures les plus élémentaires, face à l'érosion généralisée du niveau de vie des masses, la condition des étudiants est de plus en plus semblable à celle du sous-prolétariat. La détérioration des conditions de vie en général oblige un nombre croissant d'étudiants à rechercher n'importe quel travail.

Cela signifie que le rapport avec le monde du travail s'établit déjà avant le baccalauréat et surtout avant le diplôme universitaire et que les moyens de subsistance ne sont pas garantis uniquement par la famille (parfois ils ne sont pas garantis du tout). Mais le fait que la société n'assure pas du travail pendant la période scolaire et surtout ne garantisse pas un débouché correspondant au niveau d'instruction atteint, fait tomber toute illusion de réussite et à plus forte raison d'ascension sociale grâce au titre obtenu. Puisque l'équation baccalauréat-privilèges, ou diplôme-privilèges n'est presque plus possible, puisque les illusions s'écroulent, le mécontentement des masses de jeunes scolarisés sera de moins en moins médié par l'école en tant qu'institution et les jeunes auront de plus en plus tendance à chercher les causes de leur condition en dehors de l'école, directement dans la société.

UN ANTICAPITALISME PLUS DIRECT

L'instruction n'apparaît plus comme le seul instrument de fuite du travail salarié qui permet, même si c'est momentanément, d'échapper à la marginalisation. Ainsi, ce qui se développe, plus qu'une critique à l'idéologie dans l'idéologie, c'est une critique plus directe aux mécanismes de la société capitaliste qui produisent chômage, sous-emploi, marginalisation et misère. La radicalisation des jeunes n'est pas stimulée seulement par l'idéologie qui justifie la réalité de classe exprimée aussi par l'école, bien que dans une mesure décroissante, mais aussi par les conditions de vie déterminées par le système. Certes, la nature des étudiants ne change pas, au contraire, le caractère plus directement anticapitaliste de la conflictualité étudiante augmente le sentiment d'impuissance d'un secteur qui par lui-même ne peut pas gagner sur un terrain qui n'est pas le sien.

Le problème de l'emploi surtout renvoie inévitablement à la mobilisation de la classe ouvrière, qui est la seule qui puisse modifier le rapport de forces en sa faveur et en faveur de tous les autres secteurs expulsés du processus de production.

En 1968, la lutte contre l'idéologie du «mérite» et contre la sélection à l'école était beaucoup plus facile parce que sur ce terrain concernant typiquement la masse des étudiants, le mouvement était en mesure d'arracher des victoires directement par sa propre lutte. En 1977, émergea une composante du mouvement des étudiants qui exprime davantage la marginalisation des jeunes et le malaise d'étudiants d'origine prolétarienne, où se trouvent déjà dans une condition semi-prolétarienne. C'est cette composante et son avant-garde qui donnent l'empreinte politique aux mobilisations de 1977 en entraînant derrière elle les autres secteurs, à savoir la composante étudiante plus traditionnelle de nature principalement petite-bourgeoise.

Cela n'implique pas que cette composante corresponde déjà à la majorité des étudiants; au contraire, dans la phase montante du mouvement, la composante traditionnelle a constitué presque partout la base de masse la plus large. Mais c'est un fait que les étudiants les plus démunis, ou qui représentaient le plus directement la marginalisation des jeunes, sont politiquement hégémoniques dans le mouvement. Cela explique par ailleurs, du moins en partie, la différence des niveaux de lutte entre facultés de sciences humaines et facultés scientifiques, la seule exception étant celle des écoles d'architecture qui, comme il est connu, sont caractérisées par une composition prolétarienne élevée. Le fait que les illusions dans l'école soient en déclin et que les aspirations des jeunes soient de moins en moins médiées par l'école et se heurtent directement au contradictions du capitalisme, balaye toutes les problématiques historiques du mouvement des étudiants. L'idéologie antisélection était l'idéologie des couches sociales qui partaient à l'assaut de l'instruction comme de la seule possibilité d'ascension sociale. Il y avait une armée et une bataille et il était naturel que son avant-garde se soit donnée un drapeau. Aujourd'hui, tout cela est en crise parce que la lutte contre la sélection est sentie comme une exigence moins urgente et moins vitale par les masses des étudiants.

DEFENDRE LA QUALIFICATION ET L'ÉCOLE DE MASSE

Cela est le résultat, évidemment de la dévaluation des titres, et de l'impossibilité de se faire des illusions même modestes sur son propre avenir après l'école. A l'heure actuelle même, malgré les initiatives constantes du ministre de l'Instruction publique et la collaboration zélée de la bureaucratie, de nombreuses conquêtes des luttes des premières années subsistent et surtout suscitent dans les écoles un climat qui sera difficile à changer radicalement. Mais cette facilité plus grande à parcourir tous les échelons de l'instruction est considérée de moins en moins comme une conquête. L'instruction est considérée de plus en plus comme un droit démocratique, comme un refus de la condition d'infériorité culturelle, un refus de la marginalisation, une possibilité lointaine d'échapper au travail salarié.

C'est surtout l'impossibilité de remplacer une situation privilégiée improbable par un travail manuel, mais stable qui laisse très peu d'alternative à l'inscription aux écoles. Mais l'écart de plus en plus grand entre le contenu de l'instruction et les débouchés qui se rétrécissent de plus en plus, la décadence des instruments de connaissance et l'écroulement des structures scolaires à cause de l'impossibilité d'adapter l'école de masse aux exigences du marché capitaliste, nourrissent l'aliénation des étudiants par rapport à l'école. L'inutilité de la fréquentation scolaire produit l'absentéisme et l'extériorité. Ainsi les étudiants ont l'impression de tourner à vide autour de faux problèmes sans avoir la force d'affronter les problèmes réels.

Il y a le risque non seulement que les étudiants commencent à croire aux charlatans qui affirment que la difficulté de trouver un travail est le résultat du bas niveau de qualification, mais aussi et davantage, que des secteurs commencent à regretter la sélection par le «mérite». Si on n'arrive pas à résoudre les problèmes réels qui empêchent l'intégration sociale des jeunes, le danger existe qu'on commence à identifier chômage intellectuel et école de masse, la dévaluation des titres et la destruction des barrages de sélection traditionnels. Aujourd'hui, un discours antisélection est dépourvu de sens s'il ne réussit pas à faire référence aux problèmes de l'emploi dans ses aspects cruciaux, s'il ne réussit pas à comprendre que la déqualification des études est le résultat de choix politiques de la bourgeoisie sur le terrain de l'instruction.

Toutefois, une approche différente de la bataille contre la sélection est nécessaire. La défense du niveau de qualification est plus que jamais indispensable parce qu'elle est la condition de l'unité des forces pour lutter, une fois sur le marché du travail pour un emploi stable et sûr. D'autre part, lorsque certaines conquêtes des années passées s'effritent, l'écart entre possibilités réelles et aspirations des masses devient plus grand. La conscience de ce fait donne une nouvelle dimension à la bataille contre la sélection.

La fuite du travail salarié et de la marginalisation, le besoin de s'approprier les instruments de connaissance font partie des nouveaux besoins qui ne pourront être satisfaits sans défendre l'école de masse. Le stimulant fondamental du mouvement de 1977 résidait dans la conscience de ces besoins qui sont par ailleurs le produit de certains traits typiques du capitalisme du troisième âge, cela implique que de fortes montées du mouvement des jeunes et des étudiants continuent à être à l'ordre du jour. Seule une défaite historique de la classe ouvrière et de tout le mouvement de lutte, telle que celle de 1973 au Chili pourrait briser pour longtemps un tel processus.

ERRATUM

Dans l'article de Michel Rovere («Inprecor» No 28 du 12 mai 1978) intitulé «Les vents nouveaux du PCE», page 6, note 8, il faut lire : «Karl Renner, tête de file de l'aile la plus sociale-démocrate du PS autrichien entre les deux guerres» et non du PC...

Document

Vive les barricades de Paris !

En avant pour la révolution socialiste en Europe

Nous reproduisons ici, à titre de document, la première des deux déclarations du Secrétariat unifiée de la IVe Internationale, publiée dans un numéro spécial de la revue «IVe Internationale», diffusé dès le début de juillet 1968, malgré la dissolution de la JCR et du PCI (SFQI).

Les barricades du 10 mai 1968 à Paris ont ouvert la voie à une marche victorieuse de la révolution socialiste en Europe.

Les capitalistes d'Europe occidentale croyaient être à jamais débarrassés du spectre du communisme. De par la défaillance des directions traditionnelles, le mouvement ouvrier d'Europe était plongé depuis de longues années dans la stagnation politique. Une longue période de « prospérité » avait engendré de nombreuses illusions, dont la principale était que le néo-capitalisme était parvenu à surmonter les contradictions classiques du système, mises en lumière par Marx. Les organisations ouvrières de masse, et surtout leurs directions, étaient complètement gangrenées par le réformisme.

Plusieurs partis sociaux-démocrates avouaient dans leurs nouvelles chartes n'être plus des partis ouvriers et renonçaient à remplacer la société capitaliste par une société socialiste. Les Wilson et les Willy Brandt, appelés au pouvoir au moment où commencèrent à se manifester les premiers symptômes des difficultés économiques, pratiquèrent cyniquement une politique anti-ouvrière et de gestion loyale des intérêts impérialistes.

Les partis staliniens de masse (France, Italie) guidés par la politique de coexistence pacifique sur le plan international et par la politique des voies pacifiques, électorales et parlementaires sur le plan intérieur, rejoignaient le réformisme des sociaux-démocrates et veillaient soigneusement à étouffer dans leur sein et sur leur gauche tout courant ou toute formation qui préconisait une politique d'action de classe un tant soit peu déterminée. La « déstalinisation » si minime qui avait suivi la mort de Staline n'avait pas eu, pour les dirigeants de ces partis, d'autre effet qu'une accentuation du caractère réformiste de leur politique pendant qu'ils maintenaient, autant qu'il leur était possible, le monolithisme de leur organisation. La démocratie ouvrière n'avait pas place dans les formations qu'ils contrôlaient.

Dirigeants sociaux-démocrates et communistes ne faisaient pratiquement rien pour aider les peuples colonisés à se libérer de l'impérialisme, quand ils ne participaient pas à des gouvernements qui organisaient la répression des mouvements d'émancipation.

***

Mais, ni les années de « prospérité » économique, ni les médiocres améliorations du niveau de vie des travailleurs en Europe occidentale n'avaient modifié en quoi que ce soit la nature du régime capitaliste. De larges couches laborieuses, et surtout des jeunes, ne disposaient dans cette prospérité que de moyens d'existence précaires. L'élévation du niveau de vie, de qualification et de culture rendait plus odieux encore à leurs yeux un régime dont l'absurdité et le caractère inhumain acquérait des aspects nouveaux alors qu'il apparaissait que le progrès technique rendait possibles l'abondance et l'essor de toutes les possibilités humaines.

Les puissances impérialistes avaient dû céder à la plupart des colonies une indépendance formelle, mais poursuivaient leur exploitation sous des formes néo-colonialistes. L'exemple de la révolution cubaine, le courage de la jeunesse noire des Etats-Unis se lançant dans son combat d'émancipation, l'héroïsme du peuple vietnamien poursuivant invinciblement sa révolution contre l'armée d'agression la plus puissante du monde fournissaient son inspiration à une nouvelle avant-garde jeune qui a entrepris d'arracher des mains des organisations traditionnelles opportunistes le drapeau de la solidarité agissante avec la révolution des peuples colonisés.

Aux premiers signes de ralentissement de l'économie capitaliste, de progression du chômage technologique, d'amplification du chômage des jeunes, les contradictions de cette société à l'équilibre factice ont surgi au grand jour. Le néo-capitalisme s'imaginait avoir un avenir illimité. Les hommes politiques bourgeois, réformistes et néo-réformistes, se penchaient sur les gallups pour en déduire les mots d'ordre qui leur permettraient de déplacer de petits pourcentages de votes dans les élections. Les sociologues et autres savants officiels faisaient marcher les ordinateurs pour décrire ce que serait la société des années 1980, 1990 ou de l'an 2000. Mais ce que ni les capitalistes, ni les gouvernants, ni les dirigeants des appareils des organisations ouvrières n'avaient prévu, s'est produit. La révolte a jailli spontanément de la jeunesse estudiantine qui, à Paris et dans toute l'Europe, fut appuyée immédiatement par la jeunesse des lycées et par une partie importante de la jeunesse ouvrière.

On a beaucoup parlé, au cours des derniers jours, des « erreurs » du pouvoir gaulliste. Même s'il avait fait preuve d'un peu plus « d'habileté » dans ces jours de mai, l'explosion qui couvait se serait produite à plus ou moins brève échéance.

Et quelle magnifique explosion ! Cette jeunesse, à laquelle ses aînés, au cours des dix dernières années, n'avaient donné aucun enseignement politique militant, a retrouvé spontanément les plus vieux enseignements des révolutions prolétariennes. Son drapeau est le drapeau rouge ; pour se le procurer, elle a arraché le bleu et le blanc du drapeau de la bourgeoisie pour n'en laisser que le rouge de la révolution socialiste. Elle a constitué des comités élus par tous les participants à la lutte, sans pour cela étudier préalablement le sens de ces fameux « soviets » qui, partis de Russie, ont fait le tour du monde il y a un demi-siècle. Elle a instauré tout naturellement la plus large démocratie ouvrière donnant la parole à toutes les tendances, repoussant toutes les calomnies utilisées pour étouffer la voix des marxistes-révolutionnaires, ne jugeant que sur les programmes et les propositions d'action, écartant vigoureusement tout relent de monolithisme hérité du stalinisme. A ceux qui dénigrent le romantisme des « groupuscules », de cette « dizaine

d'enragés » (pour citer le mot, qui restera historique, d'un ministre français de l'Education nationale cynique et désabusé), la jeunesse a montré qu'à certains moments le rôle de l'avant-garde devenait décisif et que l'heure des barricades, loin d'être dépassée, pouvait à nouveau sonner.

Paris s'est soulevé avec une force irrésistible, au moment où, dans cette ville, représentants de l'impérialisme américain et de la République Démocratique du Vietnam commençaient leurs pourparlers. Des gouvernements, dont les conceptions relèvent bien plus de James Bond que d'une vue tant soit peu sérieuse de l'histoire, ont vu, dans ces événements une machination pour entraver les négociations. Paris et les masses travailleuses de France ne sont pas des diplomates « neutres » ; ils sont pour la victoire de la révolution vietnamienne et, en répondant aux provocations du pouvoir et aux agressions de ses forces de répression, ils œuvrent pour la victoire du F. N. L., seule voie d'une véritable paix au Vietnam.

Le soulèvement de Paris a brisé les digues qui contenaient la révolution socialiste en Europe. Dans toutes les grandes villes, comme ce fut le cas cent vingt années auparavant, l'appel des barricades a été entendu. Des étudiants de Berlin et de Francfort, de Copenhague et de Londres, ont organisé des manifestations de solidarité. A Rome, le cri a retenti : « Créons deux, trois, de nombreux Paris ! ». En Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Belgique, des étudiants ont amplifié le combat contre l'Université bourgeoise, l'Etat bourgeois et la société capitaliste. Les usines occupées par les travailleurs français stimuleront des exemples similaires dans plusieurs pays d'Europe. La lutte contre les lois scélérates sur « l'état d'urgence » s'amplifiera en Allemagne occidentale vers l'action directe des travailleurs.

Dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés de l'Europe orientale, les barricades de Paris et les occupations d'usines trouveront également de nombreux échos. Ils montreront que la seule solution de rechange aux régimes bureaucratiques conservateurs et détestés ne peut se trouver dans une « libéralisation » et dans une évolution progressive vers la sociale-démocratisation et le « neutralisme » des couches technocratiques en montée, mais dans un retour aux idées de Lénine et de Trotsky, un retour au programme de la démocratie soviétique, de la gestion de l'Etat et de l'économie par des conseils ouvriers démocratiquement centralisés, et dans une solidarité agissante avec la révolution internationale en marche.

Nous saluons chaleureusement la nouvelle avant-garde révolutionnaire qui se lève dans les Etats ouvriers et qui, malgré une répression de plus en plus dure, lève le drapeau de la démocratie socialiste révolutionnaire. Nous saluons les camarades Kuron et Modzelevsky, de nouveau en prison ; nous saluons les camarades soviétiques qui se sont adressés à l'opinion progressiste et révolutionnaire d'Europe, nous les assurons de tout notre appui, et nous leur disons que leur cause sera partout reprise par la nouvelle avant-garde révolutionnaire d'Europe occidentale qui se solidarise avec leur lutte.

*
* *

Le soulèvement des étudiants et l'occupation des usines ont amorcé un processus révolutionnaire en France. Mais il faut comprendre que la partie n'est pas gagnée, que les manœuvres tendant à spolier les masses de leur victoire se multiplieront, que des forces encore considérables restent à la disposition de la bourgeoisie pour éviter une fois de plus que l'énergie révolutionnaire ne renverse définitivement l'Etat bourgeois et le pouvoir du capital.

Jusqu'ici, ce n'est qu'à « l'Etat fort » gaulliste qu'une défaite écrasante a été infligée, de laquelle il ne se relèvera sans doute plus. Mais la question se pose maintenant : par quoi le remplacer ? La bourgeoisie française, une des plus astucieuses du monde, un moment déconcertée devant le mouvement estudiantin dont elle n'avait pas compris l'ampleur et les potentialités révolutionnaires, se trouve maintenant en face d'une grève de masse. Elle s'évertuera, pour canaliser ce mouvement, à faire jouer toutes les manœuvres classiques qui lui ont si bien réussi en 1936 et en 1944-46.

Sur le plan des revendications ordinaires du mouvement ouvrier (augmentations des salaires, réduction des heures de travail, élargissement des droits de délégations syndicales), on peut être sûr que ses couches les plus intelligentes seront prêtes à lâcher du lest, et beaucoup de lest. L'attitude criminelle des dirigeants de la C. G. T. et du P. C. F. consiste en ceci qu'eux aussi cherchent à canaliser le mouvement vers de nouveaux « accords Matignon » auxquels le patronat acquiescera dès qu'il sera suffisamment effrayé par la vague de fond qui déferle sur la France.

Sur le plan politique, le gouvernement Pompidou n'est plus qu'un mort en sursis. Qu'il soit renversé à l'Assemblée, qu'il soit renvoyé par de Gaulle, qu'il soit chassé par de nouvelles manifestations de rue, qu'il soit éliminé par des élections anticipées, ses jours sont comptés. Avec lui s'effacera, en un ou deux temps, tout l'« Etat fort » issu du coup d'Etat militaire du 13 mai 1958.

Mais la solution de rechange est d'ores et déjà présente : c'est un nouveau gouvernement de Front Populaire s'appuyant sur la F. G. D. S. et le P. C. F., qui entérinerait les concessions déjà faites et les assortirait de quelques réformes néo-capitalistes que la bourgeoisie accorderait pour calmer le mécontentement des masses laborieuses et estudiantines. La fonction objective d'un tel gouvernement — quelle que soit l'intention de telle ou telle fraction de ses participants — serait de dissocier le bloc des forces laborieuses qui s'est aujourd'hui dressé contre le régime, d'apaiser la petite-bourgeoisie et les couches les plus conservatrices de la classe ouvrière, bref d'assurer le reflux du mouvement révolutionnaire, et, grâce à ce reflux, de casser la nouvelle confiance que les masses ont acquise dans leurs propres forces, puis de déclencher la répression contre l'avant-garde isolée.

C'est dans ces conditions que l'élan pourrait de nouveau être brisé et que, comme en 1936 et comme en 1944-46, une période de désarroi et de reflux succéderait à la période de montée révolutionnaire, faisant apparaître cette fois, presque à coup sûr, la menace d'une dictature dont la férocité serait à l'image de la peur qui secoue actuellement la classe bourgeoise.

Mais, contrairement à 1936 et à 1944-46, il y a cette fois-ci un facteur nouveau dans la montée révolutionnaire : la présence, à Paris et dans de nombreuses villes de province, d'une large avant-garde jeune résolument anticapitaliste, qui ne peut être prise en main sans délai par les appareils traditionnels de la social-démocratie et du P. C. Au sein de cette avant-garde, le noyau et l'influence marxiste révolutionnaire sont en croissance rapide.

Dans ces conditions, les chances que la montée révolutionnaire ne soit pas cassée cette fois-ci sont réelles. Elles dépendent essentiellement de deux facteurs. D'abord, qu'au cours de la première phase ascendante du mouvement, alors que le pouvoir est encore désemparé, des gages soient saisis qui subsistent comme autant de bombes à retardement dans le système en décomposition, et que même l'évacuation des usines, la reprise du travail, la chute du gouvernement gaulliste et les élections nouvelles ne puissent plus les désamorcer. IL S'AGIT, EN BREF, DE CREER DES ELEMENTS DE DUALITE DE POUVOIR DANS LES ENTREPRISES ET DANS LES QUARTIERS, sous forme de COMITES qui s'arrogent des droits acquis de fait dans la phase actuelle de la lutte et que le pouvoir ne pourrait plus arracher à brève échéance, sans provoquer une épreuve de force qui se traduirait par un nouvel élargissement de la montée révolutionnaire.

Ces droits devraient être : sur le plan politique, le contrôle d'une information objective à l'O.R.T.F. ; l'accès des organisations révolutionnaires aux grandes imprimeries de la presse bourgeoise et officielle ; le contrôle du système des télécommunications, des bureaux centraux de postes, de téléphones, des télégraphes et des

communications par radio ; le contrôle de tout le système d'enseignement moyen, technique et supérieur par les étudiants eux-mêmes ; la constitution de noyaux de gardes populaires d'étudiants et d'ouvriers armés pour protéger les locaux occupés par les masses contre toute répression policière. Un des buts principaux à atteindre sur le plan politique doit être le démantèlement et la dissolution de toutes les polices répressives, odieuses aux yeux du peuple, tels les C. R. S., les gendarmes mobiles, les polices parallèles et secrètes, etc. .

Sur le plan économique, ces droits devraient être le contrôle ouvrier de la production, un droit de veto des comités sur tout projet de fermeture d'usines ou de licenciement du personnel, l'ouverture des livres de comptes, la suppression du secret bancaire, l'élaboration d'un plan de développement économique et social d'une France socialiste assurant le plein emploi et une modification radicale du modèle de consommation sur la base d'une appropriation collective des grands moyens de production, démocratiquement gérés par les producteurs eux-mêmes.

A cette fin, les comités devraient aussi vite que possible se fédérer localement, régionalement et nationalement, en un congrès national des comités d'usines et des comités d'action populaire dans les écoles et les quartiers, noyau de la future République socialiste française.

Ce congrès devrait lancer un appel à tous les travailleurs et à tous les peuples d'Europe et du monde pour s'engager dans la révolution socialiste et manifester activement leur solidarité avec la révolution socialiste française en marche. Toute tentative de la finance internationale pour étouffer économiquement cette révolution, toute tentative de l'OTAN pour l'écraser militairement ne pourra être déjouée que si la solidarité internationale joue à fond et vise à l'instauration des Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'autre condition pour empêcher la réussite des manœuvres de la bourgeoisie et des appareils traditionnels du mouvement ouvrier, intégrés dans la société bourgeoise, c'est le rassemblement rapide de toutes les forces marxistes-révolutionnaires dans un puissant parti d'avant-garde révolutionnaire sur la base du programme marxiste-révolutionnaire. L'unité d'action de fait qui s'esquisse dans la lutte entre divers courants révolutionnaires est un pas prometteur dans ce sens. Mais pour la victoire d'une révolution, des accords occasionnels sur des fragments de programme ne suffisent pas. La clarté doit se faire sur tous les problèmes clefs stratégiques et tactiques qui se posent aujourd'hui devant le mouvement révolutionnaire. L'expérience de l'action aidant, cette clarification qui est en cours peut et doit aboutir au rassemblement de tous les militants révolutionnaires dans un parti unifié de la révolution socialiste française.

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale s'adresse à tous les militants d'avant-garde, à tous les étudiants et travailleurs de France, en les appelant au maximum d'audace révolutionnaire.

N'oubliez jamais les paroles de Saint-Just : « DES REVOLUTIONNAIRES QUI NE FONT LES REVOLUTIONS QU'A MOITIE CREUSENT A COUP SUR LEUR PROPRE TOMBE. » Ne vous laissez pas voler, comme en 1936 et en 1944-46, les fruits de votre victoire. Il y a encore un important décalage entre la maturité révolutionnaire de l'avant-garde jeune et l'état de conscience du prolétariat, Mais avec une orientation politique juste et un effort constant d'action, d'organisation et d'agitation, cet écart peut être comblé, et le prolétariat peut, dans sa majorité, abandonner progressivement l'orientation néo-réformiste du P. C. F. qu'il suit encore avec réticence. Il peut s'engager à son tour dans une action révolutionnaire. Vous avez une chance unique d'assurer la percée du socialisme en Europe occidentale. Ne laissez pas échapper cette chance.

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale rappelle à tous les militants et travailleurs d'avant-garde de l'Europe et du monde leur responsabilité historique. Le tocsin de la révolution socialiste a commencé à sonner France. Faisons en sorte que ses échos soient entendus dans tous les pays !

Vive la révolution socialiste française !

Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Secrétariat Unifié
de la IVe Internationale.
20 mai 1968.

Document

Il faut construire un nouveau parti ①

Un article de Trotsky du 15 juillet 1933

Au début du mois de juin, les EDI (29, rue Descartes, 75 000 Paris), publient le premier volume des Œuvres de Trotsky (1933-1940). Nous avons présenté cette entreprise ambitieuse, ainsi que l'Institut Léon Trotsky, récemment créé, dans notre dernier numéro.

I - LE COURS POUR LA REFORME DE L'IC

Depuis sa création, l'Oppposition de gauche s'était donnée pour tâche de réformer l'IC et de la régénérer au moyen de la critique marxiste et du travail fractionnel interne. Dans nombre de pays, particulièrement en Allemagne, les événements des dernières années ont mis nu, avec une force écrasante, le caractère pernicieux de la politique du centralisme bureaucratique. Mais la politique stalinienne, s'armant de mesures de répression extraordinaires, opposa, non sans succès, aux exigences du développement historique, ses propres intérêts et préjugés de caste. Le résultat fut que l'évolution de l'IC prit le chemin non de la régénérescence, mais de la décomposition et de la désagrégation.

Le cours vers la « réforme », pris dans son ensemble, n'était cependant pas erroné : il représenta une étape nécessaire dans le développement de l'aile marxiste de l'IC, donna la possibilité d'éduquer les cadres des bolcheviks-léninistes et ne resta pas sans influence sur le mouvement ouvrier dans son ensemble. La politique de la bureaucratie stalinienne eut à subir tout le temps la pression de l'Opposition de gauche. Les mesures progressives du gouvernement de l'URSS qui ont retardé la venue de Thermidor, ne furent que des emprunts partiels et différés à l'Opposition de gauche. Des phénomènes analogues, mais à une moindre échelle, pouvaient être observés dans la vie de toutes les sections de l'IC.

Il faut en outre ajouter que le degré de dégénérescence ne peut, de

façon générale, être mesuré a priori et seulement par des symptômes : une vérification vivante des événements est nécessaire. Théoriquement, il était encore impossible, l'année dernière, de considérer comme totalement exclu que les bolcheviks-léninistes pouvaient, en s'appuyant sur l'aggravation de la lutte de classes, réussir à pousser l'IC sur la voie d'une véritable lutte contre le fascisme. La tentative du SAP, à ce moment, d'assurer une position indépendante ne parvint pas à exercer une influence sur la marche des événements (2) précisément parce que les masses attendaient au moment critique une direction politique de leurs vieilles organisations. En menant la politique d'une fraction, en éduquant ses cadres sur l'expérience de cette politique, l'Opposition de gauche, cependant, n'a jamais dissimulé, ni à elle-même, ni aux autres, qu'une nouvelle défaite du prolétariat résultant de la politique du centrisme revêtirait inévitablement un caractère décisif et exigerait une révision déchirante de notre position sur la question *fraction ou parti ?*

Prinkipo. Trotsky au cours d'une partie de pêche.

2 - CHANGEMENT D'ORIENTATION

Le plus dangereux en politique est de rester prisonnier de sa propre formule, correcte hier, mais privée de tout contenu aujourd'hui.

L'effondrement du KPD avait encore théoriquement laissé deux possibilités à la bureaucratie stalinienne : ou bien une révision complète de la politique et du régime, ou au contraire, un étranglement définitif de tous les restes de vie des sections de l'IC. L'Opposition de gauche était guidée par cette possibilité théorique, quand, avançant déjà pour l'Allemagne le mot d'ordre du nouveau parti, elle laissait encore ouverte la question du sort de l'IC (3). Il était pourtant clair que les semaines suivantes apporteraient une réponse, et il y avait très peu d'espoir qu'elle fût favorable.

Tout ce qui s'est passé après le 5 mars (la résolution du président du CE, de l'IC sur la situation en Allemagne, la soumission muette de toutes les sections à cette résolution, le congrès antifasciste de Paris, le cours officiel du CC du PC allemand, le sort du Parti communiste autrichien, etc.) (4), constitue un témoignage irréfutable que ce qui s'est décidé en Allemagne, c'est le sort, non seulement du KPD, mais aussi de l'IC dans son ensemble.

La direction de Moscou a non seulement proclamé sans défaut la politique qui avait assuré la victoire à Hitler, mais interdit toute discussion de ce qui s'était passé. Et cette interdiction honteuse ne fut ni abolie, ni même violée. Pas de congrès nationaux, pas de congrès international, pas de discussion dans les réunions du parti, pas de polémique dans la presse. Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie, démontre par là même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. Le dire ouvertement et à haute voix, c'est notre devoir immédiat vis-à-vis du prolétariat et de son avenir. Dans tout notre travail ultérieur, c'est de l'effondrement historique de l'Internationale communiste officielle que nous devrons partir.

3 - REALISME CONTRE PESSIMISME

Le fait que deux partis, le Parti social-démocrate et le Parti communiste, apparus à un demi-siècle d'intervalle, procédant tous deux de la théorie marxiste et des intérêts du prolétariat, aient connu une aussi triste fin - l'un par une basse trahison et l'autre par sa faillite - , ce fait ne peut qu'engendrer un état d'esprit pessimiste, même parmi les ouvriers avancés. *« Quelles garanties avons-nous que la nouvelle relève révolutionnaire ne subira pas le même sort ? »*. Ceux qui exigent d'avance des garanties devront en général renoncer à la politique révolutionnaire. Les causes de l'effondrement de la social-démocratie et du communisme officiel sont à rechercher non pas dans la théorie marxiste ou la médiocrité des hommes qui l'ont appliquée, mais dans les conditions concrètes du processus historique. Il ne s'agit pas d'une opposition entre des principes abstraits, mais de la lutte entre des forces sociales vivantes, avec les inévitables montées et reflux, avec la dégénérescence des organisations, avec l'usure de générations entières, avec la nécessité qui en résulte de mobiliser des forces fraîches pour une nouvelle étape historique. Personne ne s'est occupé de recouvrir à l'avance d'asphalte la route de l'ascension révolutionnaire du prolétariat. Avec des arrêts inévitables et des reculs partiels, il faut aller de l'avant sur un chemin coupé d'obstacles sans nombre et encombré des débris du passé. Que celui qui s'en effraye passe à côté.

Comment expliquer cependant que notre groupe lui-même, dont l'analyse et le pronostic ont été confirmés par tout le cours du développement, croisse trop lentement ? Il faut une fois de plus en chercher la cause dans la marche générale de la lutte de classes. La victoire du fascisme touche des millions d'hommes. Un pronostic politique n'est accessible qu'à des milliers ou des dizaines de milliers qui subissent d'ailleurs la pression de millions d'autres. Une tendance révolutionnaire ne peut remporter des victoires éclatantes dans des conditions où le prolétariat dans son ensemble

subit les plus graves défaites. Ce n'est pas une raison pour laisser tomber les bras. C'est précisément dans les périodes de reflux révolutionnaires que se forment des cadres trempés, qui seront plus tard appelés à mener les masses dans le nouvel assaut.

4 - NOUVELLES RESERVES

Les tentatives faites plus d'une fois dans le passé de créér un «second parti» ou une «Quatrième Internationale» émanaient de l'expérience sectaire de certains groupes ou cercles «désillusionnés» du bolchevisme, et c'est pourquoi elles allèrent chaque fois à l'échec (5). Nous ne partons pas de notre propre «mécontentement» et «désillusion» subjectifs, mais de la marche objective de la lutte de classes. Toutes les conditions du développement de la révolution prolétarienne exigent impérativement une nouvelle organisation de l'avant-garde et apportent pour elle les prémisses nécessaires.

La décomposition de la social-démocratie va maintenant de pair avec l'effondrement de l'IC. Quelque profonde que soit la réaction dans le prolétariat lui-même, des centaines de milliers d'ouvriers dans le monde entier ne peuvent pas ne pas se poser la question des voies ultérieures de la lutte et d'une nouvelle organisation des forces. D'autres centaines de milliers s'ajouteront à eux dans un avenir prochain. demander que les ouvriers, dont une partie a quitté l'IC avec indignation, et dont la majorité n'appartenait pas à l'IC, même dans ses meilleures années, demander qu'eux reconnaissent la direction de la bureaucratie stalinienne, incapable de rien apprendre, ni de rien oublier, signifierait faire du don-quichottisme et freiner la formation de l'avant-garde prolétarienne.

Inévitablement, il se trouvera des communistes sincères au sein des organisations staliniennes qui se dresseront avec effroi et même avec indignation contre une nouvelle orientation. Pour certains, peut-être temporairement, la sympathie fera place à l'animosité. Il est cependant nécessaire de se guider, non d'après des considérations sentimentales et personnelles, mais sur des critères de masse.

Au moment où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, surtout en Allemagne, s'éloignent du communisme, en partie vers le fascisme, en majorité vers le camp de l'indifférentisme, où des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers sociaux-démocrates, sous la pression de la même défaite, évoluent vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme, il ne peut cependant être question qu'ils reconnaissent pour eux la direction stalinienne désespérément compromise. Contre nous, ces organisations socialistes de gauche ont jusqu'à maintenant fait valoir notre refus de nous détacher de l'IC et de construire un parti indépendant. Cette divergence aiguë est aujourd'hui éliminée par la marche du développement. Ainsi la discussion se trouve-t-elle transférée des questions d'organisation vers les questions programmatiques et politiques. Le nouveau parti ne sera supérieur à l'ancien que si, se basant fermement sur les décisions des quatre premiers congrès de l'IC, il sait, dans son programme, sa tactique et son organisation, dresser le bilan des terribles leçons des dix dernières années.

Les bolcheviks-léninistes doivent entamer avec les organisations socialistes de gauche des pourparlers ouverts. Nous proposerons comme base de discussion les onze points votés par notre préconférence (6), après avoir modifié dans ces thèses le point «fraction ou parti». Nous sommes naturellement prêts à discuter attentivement et amicalement toute autre proposition programmatique. Nous voulons démontrer - et nous démontrerons - que l'intransigeance sur les principes n'a rien à voir avec l'exclusivisme sectaire. Nous démontrerons que la politique marxiste consiste à attirer les ouvriers réformistes dans le camp de la révolution, et non à pousser les ouvriers révolutionnaires dans celui du fascisme.

La formation, dans plusieurs pays, de fortes organisations révolutionnaires, affranchies de toute responsabilité pour les crimes et les fautes des bureaucraties réformiste et centriste, armées d'un programme marxiste et d'une perspective révolutionnaire claire, ouvrira une ère nouvelle dans le développement du prolétariat mondial. Ces organisations attireront à elles tous les éléments véritablement communistes qui n'osent pas aujourd'hui encore rompre avec la bureaucratie stalinienne et, ce qui est plus important encore, elles rassembleront sous leur drapeau la jeune génération ouvrière.

5 - L'URSS ET LE PC DE L'UNION SOVIETIQUE

L'existence de l'Union soviétique, malgré la dégénérescence déjà avancée de l'Etat ouvrier, reste, aujourd'hui encore, un fait d'une immense importance révolutionnaire. L'effondrement de l'Union soviétique marquerait le début d'une réaction effrayante dans le monde entier, peut-être pour des décennies. La lutte pour la préservation, l'assainissement et la consolidation du premier Etat ouvrier est indissolublement liée à la lutte du prolétariat mondial pour la révolution socialiste.

La dictature de la bureaucratie stalinienne s'est développée du fait de l'arriération de l'URSS (prédominance de la paysannerie) et du retard de la révolution prolétarienne en Occident (absence de partis révolutionnaires indépendants). A son tour, la domination de la bureaucratie stalinienne a provoqué non seulement la dégénérescence de la dictature du prolétariat en URSS, mais aussi un effroyable affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne dans le monde entier. La contradiction entre le rôle progres-

➤

Rectificatif

INSTITUT LEON TROTSKY

Marguerite Bonnet est présidente; Rodolphe Prager et Pierre Broué sont vice-présidents, ce dernier est également directeur scientifique; Jean Risacher est trésorier-secrétaire général et Michel Dreyfus directeur des «Cahiers Léon Trotsky».

sif de l'Etat soviétique et le rôle réactionnaire de la bureaucratie stalinienne est l'une des manifestations de la « loi du développement inégal ». De cette contradiction qui, historiquement, est derrière nous, nous sommes forcés de faire le point de départ de notre politique révolutionnaire.

Les soi-disant « amis de l'URSS » (démocrates pacifistes de gauche, brandlériens et leurs semblables) répètent à la suite des fonctionnaires de l'IC que la lutte contre la bureaucratie stalinienne, c'est-à-dire avant tout la critique de sa politique fausse, constitue une « aide à la contre-révolution ». C'est là un point de vue de laquais politiques de la bureaucratie, absolument pas un point de vue révolutionnaire. L'URSS, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne saurait être défendue qu'avec une politique juste. Toutes les autres considérations sont secondaires, ou ne sont tout simplement que des phrases mensongères.

Le PC actuel de l'Union soviétique n'est pas un parti; c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée. Dans les rangs du PC de l'Union soviétique se groupent des éléments dispersés de deux partis principaux : le parti prolétarien et le parti thermidorien-bonapartiste. Planant au-dessus de ces deux partis, la bureaucratie stalinienne mène une lutte d'extermination contre les bolcheviks-léninistes. Bien qu'ils en viennent de temps en temps à des conflits aigus avec leurs demi-alliés thermidoriens, les staliniens sont pourtant en train de leur frayer le chemin, en écrasant, en étranglant et en dépravant le parti bolchevique.

Si, sans révolution prolétarienne en Occident, l'URSS ne peut parvenir au socialisme, sans la régénérescence d'une véritable Internationale prolétarienne, les bolcheviks-léninistes ne pourront, par leurs propres forces, régénérer le parti bolchevique ni sauver la dictature du prolétariat.

6 - l'URSS ET L'IC

La défense de l'Union soviétique contre le danger d'une intervention militaire est devenue aujourd'hui une tâche plus aiguë que jamais. Les sections officielles de l'IC sont impuissantes dans ce domaine comme dans les autres. La défense de l'Union soviétique est devenue dans leur bouche une phrase rituelle, vide de contenu. La carence de l'IC se dissimule derrière des comédies indignes du genre du congrès d'Amsterdam contre la guerre et du congrès de Paris contre le fascisme (7). La résistance réelle de l'IC à l'intervention militaire des impérialistes serait plus insignifiante encore que celle qu'elle a opposée à Hitler. Nourrir à ce sujet de quelconques illusions signifierait marcher les yeux bandés à la catastrophe. Pour une défense active de l'Union soviétique, il faut des organisations véritablement révolutionnaires, indépendantes de la bureaucratie stalinienne, reposant sur leurs propres pieds et ayant un appui dans les masses.

L'apparition et le développement de telles organisations, leur lutte pour l'Union soviétique, leur volonté constante de réaliser le front unique avec les staliniens contre l'intervention et la contre-révolution - tout cela revêtira une immense importance pour le développement intérieur de la République soviétique. Plus les dangers extérieurs et intérieurs s'aggraveront, et plus l'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne internationale représentera une grande force, et moins les staliniens, autant qu'ils resteront au pouvoir, auront la possibilité de refuser le front unique. Le nouveau rapport des forces ira dans le sens de l'affaiblissement de la direction de la bureaucratie, du renforcement des bolcheviks-léninistes à l'intérieur de l'URSS et de l'ouverture, pour la république ouvrière dans son ensemble, d'une perspective incomparablement plus favorable.

Seule la création d'un internationale marxiste, totalement indépendante de la bureaucratie stalinienne et politiquement opposée à elle, peut sauver l'URSS de l'effondrement, en liant son sort ultérieur à celui de la révolution prolétarienne mondiale...

---

1) « Bulletin intérieur » de la LCI, no 2, 30 août 1933, signé G. Goukov. E. Bauer, dès sa sortie d'Allemagne, s'était rendu auprès de Trotsky et ils avaient ensemble fait le point, tombant d'accord sur la nécessité d'achever le tournant en lançant le mot d'ordre de la « nouvelle Internationale ». La proposition en ce sens de Bauer - et elle avait d'autant plus de poids qu'il avait initialement combattu le mot d'ordre du « nouveau parti » en Allemagne - avait été exprimée par lui, de Prinkipo, dans une lettre au SI datée du 16 juillet (« La Vérité », 28 août 1933) dont il soulignait qu'elle constituait une « initiative personnelle ». Il y déclarait notamment : « Dans leur marche vers la gauche, les ouvriers réformistes se heurtent à la IIIe Internationale et à ses partis, qui n'ont pas leur confiance et ne la méritent pas. Devrons-nous donc poser à ces ouvriers la question de la réforme de ces partis et de leur entrée dans la IIIe Internationale ? ».

2) Le SAP comptait près de 15000 militants dans toute l'Allemagne à la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Mais ses résultats électoraux avaient été très décevants : de 72630 voix, soit 0,2% aux élections de juin 1932, il était tombé à 45200, soit 0,1% à celles de novembre 1932.

3) Voir ci-dessus.

4) Le PC d'Autriche avait été dissous le 26 mai par le gouvernement Dollfuss, et l'activité du PC bulgare avait été soumise à de telles restrictions qu'elles lui interdisaient pratiquement toute expression extérieure.

5) Allusion aux expériences menées par le Leninbund en Allemagne, la LCI belge, etc. Dans l'Opposition de gauche internationale, c'était la section espagnole qui avait défendu une orientation vers une position « indépendante », « parti » et non « fraction », depuis des mois. Cette position avait été condamnée par la préconférence de février 1933.

6) La préconférence de l'Opposition de gauche s'était tenue à Paris du 4 au 8 février 1933.

7) Alexandre A. Malinovsky dit Bogdanov (1873-1928) était un vieux bolchevik qui avait rejoint le parti en 1903. C'est en 1908 qu'il avait pris la tête de la fraction « ultimatiste » qui voulait confiner le parti dans les tâches illégales et refusait par principe la participation aux élections.